

# DROITS DE PROPRIETE ET DEVELOPPEMENT DU DIAMANT ARTISANAL (DPDDA II)

Diagnostic participatif et perspectives de Développement durable dans les villages diamantifères de la région du Worodougou



YANNI BODO, INDIGO

gion du

**JUIN 2017**

Cette publication a été soumise pour révision par l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID). Elle a été préparée par Tetra Tech.

**Préparé par Tetra Tech pour l'Agence Américaine pour le Développement International (United States Agency for International Development), numéro de contrat de l'USAID AID-OAA-I-12-00032/AIDOAA-TO-13-00045, sous le Strengthening Tenure and Resource Rights (STARR) Indefinite Quantity Contract (IQC).**

Mis en œuvre par:

Tetra Tech  
159 Bank Street, Suite 300  
Burlington, Vermont 05401 USA  
Telephone: (802) 495-0282  
Fax: (802) 658-4247  
Email: [international.development@tetrattech.com](mailto:international.development@tetrattech.com)

**Tetra Tech Coordonnées:**

Mark S. Freudenberger, Senior Technical Advisor/Manager  
Tel: (802) 495-0319  
Email: [Mark.Freudenberger@tetrattech.com](mailto:Mark.Freudenberger@tetrattech.com)

Virginia Spell, Deputy Project Manager  
Tel: 340-344-4644  
Email : [Virginia.Spell@tetrattech.com](mailto:Virginia.Spell@tetrattech.com)

**PHOTO DE COUVERTURE** : Discussion sur les acteurs de la filière anacarde, village de Siana, Yann Bodo, Indigo. Avril 2017.

# DROITS DE PROPRIETE ET DEVELOPPEMENT DU DIAMANT ARTISANAL (DPDDA II)

DIAGNOSTIC PARTICIPATIF ET PERSPECTIVES DE  
DEVELOPPEMENT DURABLE DANS LES VILLAGES  
DIAMANTIFERES DE LA REGION DU WORODOUGOU

JUIN 2017

## **AVIS DE NON-RESPONSABILITÉ**

Les opinions de l'auteur exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'Agence américaine pour le Développement international ou ceux du Gouvernement des États-Unis.

DPDDA II: Diagnostic participatif et perspectives de Développement durable dans les villages diamantifères de la région du  
Worodougou

# SOMMAIRE

<b>ACRONYMES</b> .....	<b>1</b>
<b>1.0 INTRODUCTION</b> .....	<b>2</b>
<b>2.0 METHODOLOGIE</b> .....	<b>4</b>
2.1 IDENTIFICATION DES MEMBRES DE L'EQUIPE DE DIAGNOSTIC.....	4
2.1.1 Composition et Formation de l'Equipe.....	4
2.1.2 Atelier avec les partenaires institutionnels. ....	5
2.2 APPROCHE DU DIAGNOSTIC.....	5
2.2.1 Definition des objectifs spécifiques .....	5
2.2.2 Adaptation des Outils de la MARP pour le diagnostic .....	6
2.2.3 Limites et biais .....	7
<b>3.0 ANALYSE DE LA FILIERE DIAMANT ET IDENTIFICATION DES OPTIONS DE RENFORCEMENT</b> .....	<b>8</b>
3.1 EVOLUTION ET ORGANISATION DES ACTEURS .....	8
3.1.1 Du GVC à la SCOOPS: Historique des SCOOPS. ....	8
3.1.2 Organisation des SCOOPS .....	9
3.1.3 Relations entre les acteurs.....	11
3.2 FONCTIONS ET REALISATIONS DES SCOOPS.....	11
3.2.1 La SCOOPS comme acteur majeur de gestion des terres .....	11
3.2.2 La SCOOPS dans la gestion des ressources du village .....	<b>Error! Bookmark not defined.</b>
3.2.3 Exploitation du diamant et occupation des terres .....	12
3.2.4 Réalisations des infrastructures villageoises.....	14
<b>4.0 AUTRES PRINCIPALES FILIERES ECONOMIQUES ET DYNAMIQUE D'UTILISATION DES TERRES</b> .....	<b>15</b>
4.1 PRINCIPALES FILIERES AGRICOLES ET ACTEURS .....	15
4.1.1 L'anacarde.....	15
4.1.2 Le cacao.....	17
4.1.3 Le riz .....	19
4.1.4 Les autres cultures annuelles et saisonnières.....	19
4.2 L'ELEVAGE BOVIN, UNE FILIERE EN PLEINE EXPANSION FACE A DE NOMBREUX DEFIS .....	20
4.2.1 L'importance croissante de l'élevage dans la dynamique socio-foncière des villages miniers.....	20
4.2.2 Difficile cohabitation avec les autres activités économiques .....	21
<b>5.0 DYNAMIQUE FONCIERE ET ORGANISATION SPATIALE</b> .....	<b>22</b>
5.1 DYNAMIQUES SPATIALES AUTOUR DES PRINCIPALES FILIERES ECONOMIQUES.....	22
5.1.1 Systèmes d'occupation spatiale pour les principales filières économiques...22	
5.1.2 Règles de gestion liées à l'affectation des terres .....	25
5.2 GOUVERNANCE FONCIERE ET DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE : QUESTION FONDAMENTALES.....	27
5.2.1 Conditions d'accès et Persistance de systèmes traditionnels de gestion des terres .....	27
5.2.2 Evolution progressive et EBAUCHE de nouvelles règles pour les espaces spécifiques a potentiel économique .....	28
5.3 ORGANES ET ACTEURS DE GESTION DES TERRES.....	29

5.3.1	Persistence des organes traditionnels de gestion des terres et influence croissante des cadres.....	29
5.3.2	L'influence des autorités administratives et de la SODEMI.....	30
<b>6.0</b>	<b>ENVIRONNEMENT</b> .....	<b>1</b>
6.1	CONSCIENCE DES VALEURS DE LA BIODIVERSITE ET DE L'ETAT DE DEGRADATION DES ESPACES DANS PLUSIEURS VILLAGES.....	1
6.1.1	Reconnaissance des niveaux de de dégradation des espaces dans plusieurs villages.....	1
6.1.2	Perception de la biodiversité par les communautés locales.....	2
6.1.3	Les valeurs de la biodiversité pour les communautés.....	2
6.2	PRATIQUES INFLUENCANT LA GESTION ENVIRONNEMENTALES ET DES RESSOURCES NATURELLES.....	3
6.2.1	Pratiques locales favorables à la gestion des ressources naturelles.....	3
6.2.2	Pratiques locales à impact négatif sur la gestion de l'environnement.....	4
<b>6.0</b>	<b>CONCLUSION : QUELQUES PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT LOCAL DES FILIERES DIAMANT ET NON DIAMANT</b> .....	<b>6</b>
<b>7.0</b>	<b>ANNEXES</b> .....	<b>7</b>

Figure 1:	Zones et villages de diagnostic.....	3
Figure 2:	Membres de l'équipe de diagnostic.....	4
Figure 3:	Objectifs spécifiques.....	5
Figure 4:	Outils de la MARP utilisés pour la conduite du diagnostic.....	6
Figure 5:	Rôles et Responsabilités du bureau de la SCOOPS.....	10
Figure 6:	Carte des zones exploitées et des zones potentielles minières dans la zone de Séguéla.....	13
Figure 7:	Diagramme de Venn, analyse des acteurs de la filière Anacarde à Siana.....	16
Figure 8:	Différents parcours de Transects effectués pour identifier les types d'occupation des terres.....	22
Figure 9:	Importantes zones de bas-fonds dans les villages miniers, affectées à plusieurs utilisations.....	24

# ACRONYMES

ANADER	Agence Nationale pour le Développement Rural
CCA	Conseil Coton Anacarde
DPDDA II	Droits de Propriété et Développement du Diamant Artisanal II
GVC	Groupement à Vocation Coopérative
MARP	Méthode Accélérée de Recherche Participative
PROPACOM	Projet d'appui à la Production Agricole et à la Commercialisation
SATMACI	Société d'Assistance Technique pour la Modernisation de l'Agriculture
SODEMI	Société pour le Développement Minier
SPRPK	Secrétariat Permanent de la Représentation du Processus de Kimberley
USAID	United States Agency for International Development

# I.0 INTRODUCTION

Le diagnostic participatif dans les villages diamantifères de la région du Worodougou, en vue de l'identification des perspectives de développement durable, fait partie de la stratégie d'appui du projet Droits de Propriété et Développement du Diamant Artisanal (DPDDA II) à la clarification des droits fonciers ruraux et à la définition d'une vision de développement local durable. Le projet DPDDA II est cofinancé par l'Agence de développement international américain (USAID) et l'Union Européenne en Côte d'Ivoire. Il vise d'une part à accroître le volume de diamants bruts qui entrent dans la chaîne légale et, d'autre part, améliorer les conditions de vies des communautés minières.

Les résultats de ce diagnostic serviront à orienter les actions de développement basé sur le potentiel des ressources du sol et du sous-sol dans les villages diamantifères de Séguéla. Ces actions pourront être portées par les communautés elles-mêmes, l'Etat et ses partenaires au développement. Plus concrètement, elles pourront servir de base pour lancer un processus d'élaboration de Plan stratégique de développement local. Dans cette optique, les objectifs du diagnostic sont orientés vers la maximisation du potentiel des villages concernés. Il s'agit notamment de :

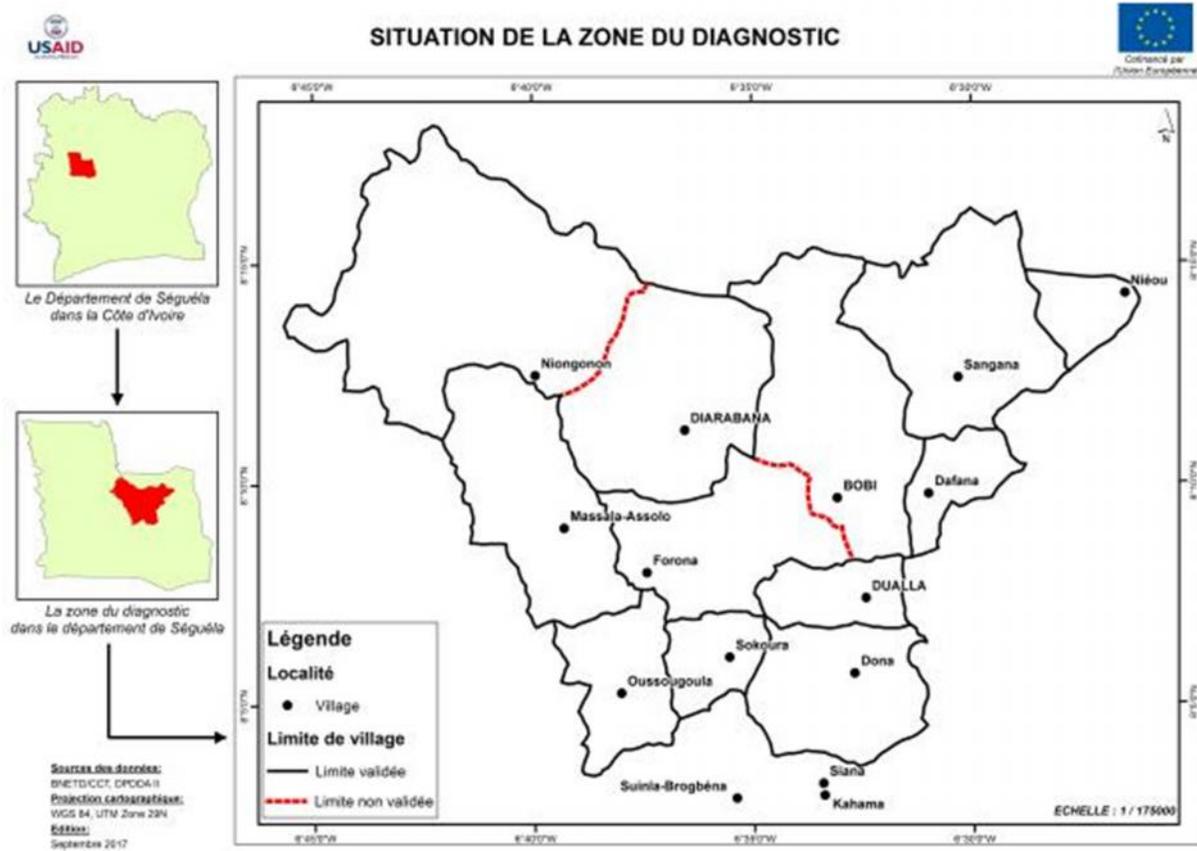
- Comprendre la dynamique de la filière diamant et les options de renforcement des sociétés coopératives nécessaires pour accroître leur rôle dans la gouvernance minière et l'utilisation des ressources minières pour le développement des autres secteurs ;
- Analyser les secteurs économiques autres que le diamant, les systèmes d'occupation spatiale et les modes de gestion des terres des villages diamantifères ;
- Définir les perspectives de développement local des zones minières du Worodougou sur la base des filières diamant et non diamant.

L'approche envisagée dans le cadre de ce processus est la démarche participative qui aboutira à l'élaboration d'un diagnostic des zones cibles avec une participation active des populations. Les objectifs de développement poursuivis tiennent compte des dynamiques économiques, socio-foncieres et de réhabilitations environnementales.

Quinze villages ayant une histoire récente d'exploitation artisanale du diamant sont concernés par ce diagnostic. Ce sont : Bobi, Sangana, Forona, Diarabana, Oussougoula, Massala-Assolo, Niongonon, Suinla, Mamourla, Dona, Dualla, Sokoura, Wongué, Siana dans les Sous-Préfectures de Bobi, Diarabana, Dualla, Séguéla et Kani. Ces villages ont connu une évolution dynamique et progressive autour de l'exploitation du diamant et dans un passé récent autour du développement des cultures de rente, qui sont devenues progressivement la première source de revenu pour les communautés. Le diagnostic, en analysant les potentiels, enjeux et contraintes de ces villages avec un regard historique critique, permet de faire des anticipations sur l'évolution des zones diamantifères au regard des situations passées. Ainsi l'exercice conduira à tracer un fil d'Ariane commun et partagé par tous les villages pour identifier les besoins communs, prioriser les actions et initiatives dans une approche cohérente.

Les résultats des diagnostics sont présentés dans des sections spécifiques selon la thématiques : la dynamique de la filière diamant (section 3), les filières économiques autres que le diamant (section 4), la dynamique foncière et spatiale (section 5) et les questions environnementales et écologiques (section 6). Ces résultats doivent être analysés en relation avec les résultats de l'analyse de l'état des lieux de la biodiversité (DPDDA II, Juillet 2017) pour appuyer les orientations des activités de conservation et de restauration écologique dans et autour des forêts galeries dans ces villages d'exploitation du diamant.

Figure I: Zones et villages de diagnostic



## 2.0 METHODOLOGIE

Le séquençage du diagnostic participatif est suivi des étapes proposées dans le Guide de Planification Locale Participative de la Côte d'Ivoire. Pour renforcer la participation de différentes couches des communautés, le diagnostic a combiné une méthode alliant à la fois la recherche participative grâce aux outils MARP (Méthode Accélérée de Recherche Participative), l'utilisation des outils cartographiques et des sessions de dialogue social.

### 2.1 IDENTIFICATION DES MEMBRES DE L'EQUIPE DE DIAGNOSTIC.

#### 2.1.1 COMPOSITION ET FORMATION DE L'EQUIPE.

Une équipe pluridisciplinaire composée des agents de l'équipe du projet DPDDA II, des consultants individuels, des agents de l'ONG Indigo Côte d'Ivoire et des consultants du Centre Suisse de Recherche Scientifique ont facilité le diagnostic.

Figure 2: Membres de l'équipe de diagnostic

Structure	Noms et compétences
Projet DPDDA II	Terah Dejong , Directeur National Sabine Jiekak , Directrice Nationale Adjointe Hugues Diby , Coordonnateur SIG, DPDDA II John Bonoua, Manager des activités foncières Honorine Koffi, Agent terrain
Consultant indépendant	Firmin Tadé, Economiste -Economie Local et développement social dans les industries extractives, Equipe de chercheurs et consultants techniques en biodiversité
Indigo Côte d'Ivoire	Kouamé Yao Séverin, Socio-économiste Eza Ghislain, Sociologue, Chercheur communautaire Koné Abdoulaye, Historien des sociétés africaine, mobilisateur communautaire Tiamba Traoré, sociologue, mobilisateur communautaire Yann Bodo, Assistant audiovisuel

La formation des équipes a été assurée par Mark Freudenberger, Directeur International du Projet DPDDAII, assisté par Sabine Jiekak, Directrice Nationale Adjointe du Projet. Pendant trois(3) jours (21 au 23 février 2017), les membres de l'équipe ont révisé ou acquis les outils de la Méthode Accélérée de Recherche Participative MARP, et ont défini les objectifs spécifiques du diagnostic. L'innovation de la formation MARP a été l'introduction des exercices pratiques avec la participation des représentants de deux villages cibles, Oussougoula et Forona, pour une mise en situation réelle.



Formation pratique des équipes de diagnostic, Février Avril 2017

Inza Kone, DPDDA II

## 2.1.2 ATELIER AVEC LES PARTENAIRES INSTITUTIONNELS.

Un atelier portant sur les étapes introduites par la révision en cours du Guide de planification locale de 2004 a été animé par des agents de la Direction Générale de la Décentralisation et du Développement Local (Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité) et de la Direction de la Planification Spatiale (Ministère du Plan et du Développement) le 24 février 2017. Il a permis de discuter avec les autorités administratives (Préfets, sous-préfets) et techniques déconcentrées (Directions Régionales de l'Agriculture, des Eaux et Forêts, Direction Départementale des Mines), les collectivités locales (Mairies de Dualla et Séguéla), le Conseil Régional du Worodougou et partenaires de la SODEMI et de l'ANADER, leurs rôles et responsabilités dans la planification locale. Il a aussi permis de discuter et de valider la méthodologie proposée par le projet DPDDAII pour favoriser l'adhésion des parties prenantes afin de répondre au mieux à leurs besoins. Il a été retenu que pour faciliter un ancrage institutionnel, le projet se limitera, dans un premier temps, à la phase de diagnostic participatif avec un volet de planification qui inclura la définition, par les communautés, des perspectives de développement pour chaque filière tenant compte des ressources humaines et naturelles locales, ainsi que de la nécessité de la réhabilitation environnementale et de la préservation de la biodiversité. Sur la base des volets d'intervention et des objectifs du projet DPDDA II, les thématiques suivantes ont été retenues :

- L'économie du diamant (gouvernance, SCOOPS) ;
- Les filières économiques autres que le diamant (agriculture, élevage, etc.) ;
- Dynamiques socio-foncières;
- Dynamiques écologiques.

En définitive il s'agira d'appuyer un processus d'élaboration du « Diagnostic participatif et Perspectives de développement durable en zone diamantifères de la région de Séguéla ».

## 2.2 APPROCHE DU DIAGNOSTIC

### 2.2.1 DEFINITION DES OBJECTIFS SPECIFIQUES

Les objectifs généraux du diagnostic ont été déclinés en plusieurs objectifs spécifiques :

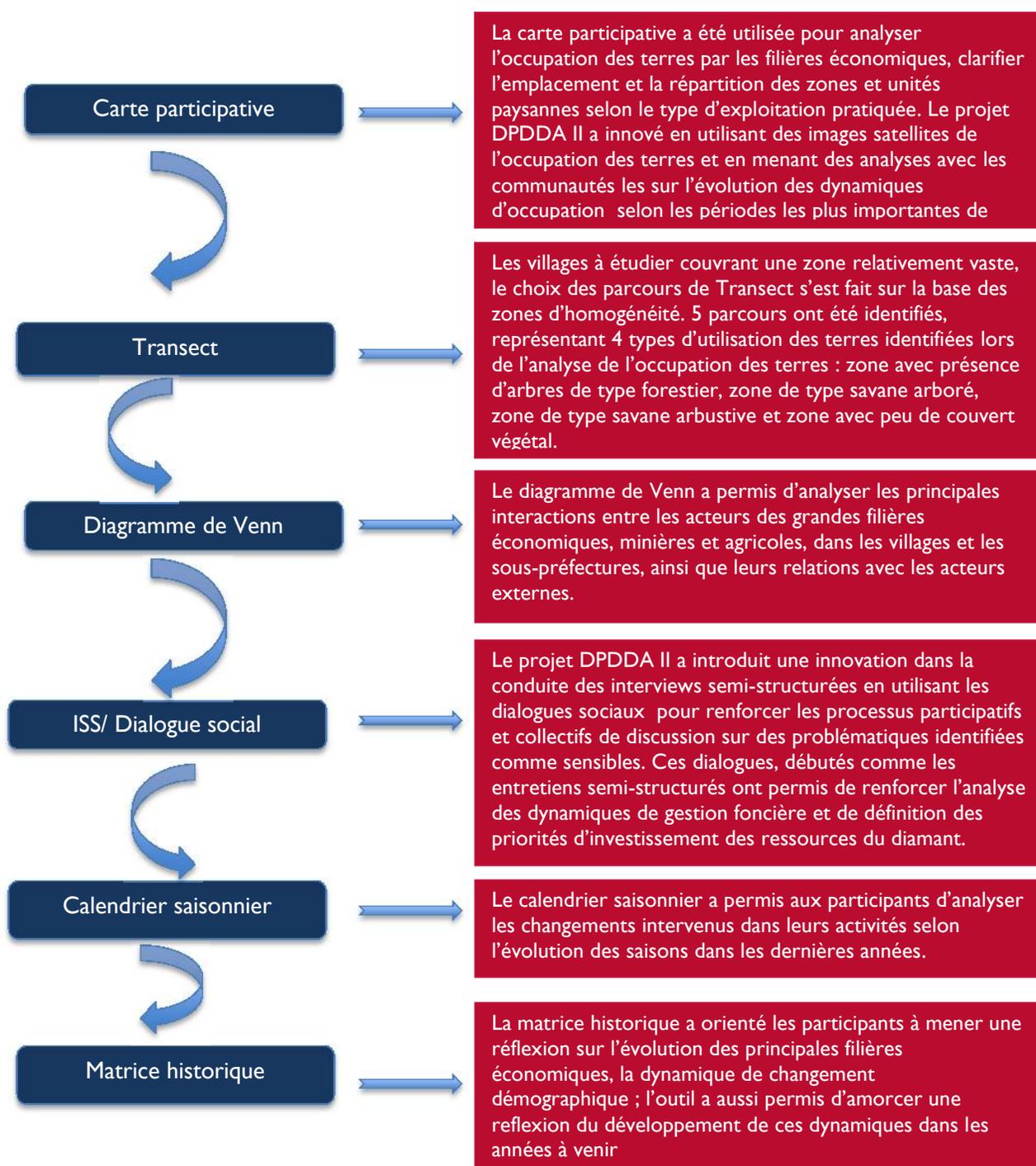
Figure 3: Objectifs spécifiques

Objectifs généraux	Objectifs spécifiques
Comprendre la dynamique de la filière diamant et les options de renforcement des sociétés coopératives nécessaires pour accroître leur rôle dans la gouvernance minière et l'utilisation des ressources minières pour le développement des autres secteurs ;	<ul style="list-style-type: none"><li>• Comprendre la dynamique des SCOOPS pour identifier les pistes spécifiques de renforcement organisationnels</li><li>• Renforcer le rôle des SCOOPS dans la gouvernance minière et l'utilisation des ressources minières</li></ul>
Analyser les secteurs économiques autres que le diamant, les systèmes d'occupation spatiale et les modes de gestions des terres des villages diamantifères	<ul style="list-style-type: none"><li>• Décrire les autres principales filières économiques</li><li>• Décrire les défis et enjeux des filières</li><li>• Enoncer les perspectives et recommandations</li></ul>
Définir les perspectives de développement local des zones minières du Worodougou sur la base des filières diamant et non diamant.	

## 2.2.2 ADAPTATION DES OUTILS DE LA MARP POUR LE DIAGNOSTIC

Pour atteindre les objectifs de recherche, les outils de la MARP ont permis de faciliter l'analyse par les communautés et acteurs locaux des situations et dynamiques auxquelles ils font face, dans une perspective évolutive. L'hétérogénéité des villages d'exploitation artisanale du diamant ont exigé des outils d'analyse flexible, qui correspondent bien à la MARP. Dans la boîte à outils disponibles, les outils suivant ont été administrés au sein des communautés.

Figure 4: Outils de la MARP utilisés pour la conduite du diagnostic



### 2.2.3 LIMITES ET BIAIS

Plusieurs biais ainsi que les moyens de leur mitigation ont été identifiés.

- **Biais des communautés** : certains des outils ont été menés principalement avec des représentants de la chefferie des villages. Ce qui a amené beaucoup de réserves dans les échanges. En outre, dans plusieurs villages, la relation entre autochtones et non autochtones constitue une entrave à l'expression des non autochtones ; étant peu associés aux discussions avec des acteurs externes, il a été nécessaire d'avoir des entretiens spécifiques pour intégrer leurs analyses dans la recherche. Ce biais a été surmonté lors des dialogues sociaux principalement, qui ont vu la participation de plusieurs autres acteurs communautaires et ont permis d'écouter les points de vue et analyses plus diversifiés.
- **Biais des équipes**: les équipes techniques sont pluridisciplinaires mais des biais liés à la discipline de certains enquêteurs ont été introduits. Ces biais se sont manifestés par des questions orientées, fermées ou des réponses arrachées aux communautés. La diversification des outils de la MARP a permis de pouvoir corriger ce biais, ainsi que les ateliers de discussions des résultats préliminaires thématiques.

# 3.0 ANALYSE DE LA FILIERE DIAMANT ET IDENTIFICATION DES OPTIONS DE RENFORCEMENT

## 3.1 EVOLUTION ET ORGANISATION DES ACTEURS

### 3.1.1 DU GVC A LA SCOOPS: HISTORIQUE DES SCOOPS.

**Le Groupement à Vocation Coopérative (GVC), une forme de regroupement, a été utilisée par la SODEMI pour organiser l'exploitation artisanale au sein de ses permis miniers.** La totalité des GVC a été créée entre 1986 (Bobi, Diarabana, Dona, Forona, Suinla, Massala-Assolo, Niongonon, Sangana, Siana) et 1987 (Soukoura, Wongué, Oussougoula), sous l'initiative de la Société pour le Développement des Mines (SODEMI), commandité par le Gouvernement pour organiser les artisans miniers au sein des coopératives villageoises, dans un souci de réguler l'exploitation artisanale du diamant. Chaque village avait un GVC, à l'exception de Dualla, qui disposait de 2 GVC distinctes. Cette scission est née des conflits de leadership et surtout des désaccords liés à la gestion et/ou à la redistribution des gains du GVC. Tous les GVC étaient officiellement reconnus par la SODEMI, et avaient un agrément (convention). Les GVC avaient la responsabilité de superviser et contrôler l'exploitation artisanale du diamant : ils supervisaient la collecte des diamants, la vente et le prélèvement des taxes villageoises. Ces taxes ont évolué, passant de 8% pour le GVC et 8% pour la SODEMI entre 1986 et 1990, à 12% pour le GVC et 8% pour la SODEMI dès 1990.

#### **Le GVC, une structure d'aspiration sociale et empreinte d'un concept d'autochtonie.**

L'organisation des GVC, à leur constitution, démontre une volonté de réappropriation par les communautés locales de l'exploitation artisanale du diamant, qui a été à l'origine d'un afflux de populations de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest dans la région de Séguéla. Chaque GVC était géré par un bureau, généralement composé d'un représentant de chaque famille ou quartier (les quartiers représentant généralement les familles). Choisis par consensus au sein de chaque famille sur la base de la confiance portée en eux au sein de leurs familles respectives, ces membres du bureau étaient uniquement des autochtones. Car, outre la volonté de s'approprier le secteur de l'exploitation artisanale, les communautés autochtones aspirent à contrôler le secteur par la surveillance et l'organisation des ventes des pierres, et à tirer un meilleur profit à travers la fixation des conditions et le prélèvement des taxes. Les non autochtones, quoique très actifs, ont été exclus des instances de prise de décision et de gestion. La durée du mandat des Présidents et de leurs Bureaux était illimitée. Toutefois, au fil du temps et du fait des décès, des crises de leadership et des destitutions par les chefs et les grandes familles qui les avaient choisis, plusieurs présidents se sont succédé à la tête des GVC. Par exemple à Massala-Assolo, plusieurs remaniements ont eu lieu sous la pression des jeunes du village, qui remettaient en cause la gestion des fonds issus de la vente des diamants. La plupart des Présidents de GVC se référaient aux chefs de villages et/ou aux chefs de familles pour décider des dépenses. D'autres part, les dépenses pouvaient être suscitées par les patriarches, selon les besoins ou urgences du villages.

#### **Passage de GVC à SCOOPS, un changement de forme, mais pas de fonctionnement.**

Comme la constitution des GVC, le passage à la SCOOPS est une impulsion étatique, facilitée en 2013 dans le cadre de la stratégie du Gouvernement Ivoirien pour la levée de l'embargo sur l'exportation du diamant portée par le Secrétariat Permanent de la Représentation du Processus de Kimberley en Côte d'Ivoire. Les communautés perçoivent aussi le projet DPDDA II comme ayant impulsé le passage à la SCOOPS. Plusieurs anciens GVC se sont constitués en SCOOPS durant cette année (Bobi, Diarabana,

Forona, Niongonon ,Sangana, Oussougoula, Dualla) , et , selon le secrétaire de la SCOOPS, les autres ont progressivement suivi en 2014 (Dona, Massala-Assolo, Sokoura, Suinla, Wongué,) . Le processus est toujours en cours pour quelques anciens GVC, mais l'on peut noter que la diminution de la production a comme conséquence directe une réduction du nombre d'institutions locales de gestion de l'exploitation du diamant ; sur les 22 GVC initialement constitués, seuls 10 se sont constitués en SCOOPS, et 5 sont en cours de constitution. Si l'intitulé a changé, le fonctionnement et la perception des communautés restent ceux du GVC. La composition du bureau, le fonctionnement et le processus de prise de décision restent inchangés. Les membres des SCOOPS y voient quelques avantages, et sont conscients du statu quo dans lequel ils opèrent. Sont cités à titre d'exemple ces affirmations : « *Etre SCOOPS demande plus de rigueur en matière d'organisation, c'est mieux structurée parce qu'il faut pouvoir rendre compte* ». Des exemples qui illustrent cette perception positive de la SCOOPS vont de la reconnaissance de l'enregistrement des toutes les pierres, quel que soit leur taille, l'enregistrement des travailleurs et la délivrance des cartes avant de creuser, la traçabilité des pierres découvertes à travers les cahiers de production et d'achat et un meilleur archivage gage de la bonne gestion de l'activité. La différence fondamentale perçue par les membres des SCOOPS entre ces 2 institutions réside plus dans l'évolution géologique du sous-sol que dans la dynamique organisationnelle : « *au temps des GVC, il y avait beaucoup de diamant ; cela n'est pas le cas pour les SCOOPS* ». Elle s'inscrit aussi dans les réalisations faites avec les retombées du diamant : participation à la construction de la grande mosquée et aux sacrifices pour le village (Dualla, Diarabana, Bobi), participation à la construction des écoles et à la construction des logements des maitres (Massala- Assolo, Diarabana, Bobi), la réparation de la pompe du village et la construction du centre de santé (Sangana), la réhabilitation du logement du Sous-préfet. La SCOOPS n'est donc qu'une continuité du GVC, car elle poursuit les réalisations des GVC, au meilleur des cas.

### 3.1.2 ORGANISATION DES SCOOPS

Les SCOOPS sont gérées par un Bureau constitué par les représentants des grandes familles ou des quartiers des villages. Les membres du bureau sont choisis sur le critère de compétence, de la disponibilité, de la moralité et pour certains du niveau d'instruction. Un bureau type de SCOOPS est composé par : le Président, vice-Présidents, le Secrétaire, le Trésorier, le Trésorier adjoint, le Commissaire aux Comptes, le Commissaire (pour les activités sur le site d'exploitation). Le Président est choisi par consensus ; il est avec le Secrétaire les figures représentant la SCOOPS. Il est le relais entre la SODEMI et la SCOOPS, et entre tout autre acteur externe et la SCOOPS. Il fait les sensibilisations et c'est lui qui désigne les personnes appelées à participer aux réunions. Pour être membre de la SCOOPS, il faut être fils du village (autochtone).



Aboubakar Coulibaly, DPDDA II

**Restitution des travaux de groupes avec les points focaux des SCOOPS, Séguéla, Avril 2017**

**Les rôles, responsabilités et activités de la SCOOPS se confondent avec les attributions du Bureau.** Les SCOOPS contrôlent l'exploitation du diamant au nom du village, de la délivrance des

parcelles avec l'autorisation de la SODEMI jusqu'à la vente. Elles allouent les terres sur lesquelles les permis sont requis et gèrent aussi les conflits liés à la filière (conflits creuseur-acheteur, tuteur creuseurs, etc.). Le bureau de la SCOOPS a un rôle d'organisation de la filière et de représentativité auprès des acteurs et partenaires non issus du village. Les SCOOPS sont les principales gestionnaires des fonds recueillis par les villages par l'intermédiaire des taxes ; quoiqu'elles ne détiennent pas forcément le pouvoir décisionnel. Car, dans les faits, les importantes dépenses sont ordonnées par les chefs de villages, les chefs de familles et parfois les Sous-préfets.

Figure 5. Rôles et Responsabilités du bureau de la SCOOPS

Membres du Bureau de la SCOOPS	Rôles et responsabilités
Le Président	Garant du bon fonctionnement de la SCOOPS Signataire sur le compte bancaire de la SCOOPS
Le vice-Président	Supplée le Président dans sa tâche
Le Trésorier général	Tient les registres des entrées et des sorties. Signataire sur le compte de la SCOOPS.
Secrétaire Général	Assure l'administration générale de la SCOOPS Tient les archives et dresse les PV des réunions
Le Commissaire aux Comptes	Contrôle la gestion du Bureau Exécutif, vérifie les comptes et décide les jours où les points financiers doivent être faits
Les Commissaires des sites	Coordonnent les activités des policiers ou surveillants sur les sites d'exploitation Chargés de la sensibilisation, de l'organisation des panneaux et de la gestion des conflits qui surviennent sur les sites d'exploitation
L'Arbitre	Procède à l'expertise de la pierre pour déterminer sa valeur exacte en cas de litige sur la valeur de la pierre lors de la vente

Les postes de policiers sont réservés aux plus jeunes, car cette fonction exige beaucoup de vigueur. Cependant, il y a certains membres de l'association des jeunes dans le Bureau Exécutif. Les principales activités de la SCOOPS sont : l'identification des sites d'exploitation (prospection et procédures administratives pour la délimitation par la SODEMI) et la sécurisation des sites, l'enregistrement et la centralisation du diamant trouvé, la supervision de la vente et la répartition des revenus après la vente.

**Policier et trésorier, au cœur de la gestion des financements et du prélèvement des taxes villageoises.** Le Trésorier, reçoit l'argent, le vérifie et fait la répartition après la vente du diamant. Les policiers sont rémunérés par l'acheteur. Le montant varie selon les SCOOPS : à Massala Assolo, 5% du prix d'achat du diamant est versé pour le paiement des policiers ; à Dona et Dualla, c'est 1/3 de ce revenu et à Niongonon, le policier ou surveillant de service le jour de la découverte d'une pierre perçoit 10% des revenus de la SCOOPS en plus des frais de restauration et de carburant qu'il reçoit chaque jour de travail. 50% de cette somme est remis au surveillant du jour et les autres 50% sont reversés dans une caisse pour soutenir financièrement tous les policiers de tous les sites d'exploitation. Dans certains villages comme Sangana, 2/3 de ce montant est reversé dans une caisse pour les jeunes et visent à financer les activités socio-culturelles, à soutenir les initiatives de mariage ou à assister les jeunes selon

les besoins. Le 1/3 est donné au policier surveillant du jour (Sangana). Initialement, quel qu'ait été le prix du diamant, l'acheteur payait 20.000CFA pour les surveillants avant le début des négociations sur le coût du diamant trouvé (Massala-Assolo).

**Restriction d'adhésion aux femmes et aux non autochtones.** Les femmes et les non autochtones ne sont généralement pas membres de la SCOOPS. En effet, aucun cas d'intégration d'ancien migrant n'a été identifié. En revanche, la SCOOPS Entente de Séguéla est essentiellement constituée de migrants. Les femmes sont exclues pour des raisons diverses (traditions, mœurs, sécurité). Dans la culture locale, l'activité autour du diamant est perçue comme un métier réservé aux hommes, et les femmes ont donc été toujours exclues, de l'exploitation sur les sites où leur présence est considérée comme pouvant souiller les sites et/ou faire disparaître les pierres. Pour ce qui concerne les allochtones, ils n'aiment pas s'impliquer dans la filière. Ils pourraient être intégrés s'ils en manifestent l'intérêt. Quant aux allogènes, ils n'interviennent à aucun niveau de la chaîne de décision. Ils peuvent être ouvriers miniers. Les membres de la SCOOPS ne font pas confiance aux allogènes pour la sécurité de la pierre. (Ils pourraient emporter des pierres vers d'autres sites ou vers leurs pays d'origine).

### 3.1.3 RELATIONS ENTRE LES ACTEURS

**Relations avec la SODEMI.** Tous les villages sont unanimes, l'arrivée de la SODEMI est considérée comme salutaire pour l'organisation des GVC et SCOOPS, mais surtout du secteur. La SODEMI a notamment permis aux villages de bénéficier directement des retombées du diamant avec un changement majeur pour les responsables de SCOOPS : « *le diamant a commencé à se vendre au village plutôt qu'au marigot* ». L'organisation des ventes en présence des SCOOPS et la mise en place du système de taxation a facilité l'implication progressive des acteurs locaux et nationaux dans l'achat du diamant, et a entraîné une réduction de la mainmise des communautés allogènes sur la vente. La mise en place des GVC a permis aux jeunes sans activités d'avoir une source de revenus (policiers). Cependant, toutes les SCOOPS semblent affirmer ne pas avoir bénéficié des investissements publics à la hauteur de leur participation à l'économie nationale dans leurs villages respectifs, SCOOPS

**Pas d'implication directe de la SCOOPS dans la relation entre tuteurs fonciers et exploitants, SCOOPS comme garante du respect des conditions d'exploitation établies.** La SCOOPS ne finance ni la délimitation des parcelles ni les panneaux. Elle ne participe pas à la définition des conditions d'exploitation des terres, qui relève du tuteur et/ou du propriétaire de la parcelle lorsqu'il n'est pas tuteur directe. La SCOOPS est garante du respect des conditions établies et intervient uniquement en cas de conflits entre ces acteurs. Le tuteur représente une part des revenus perçus par les ouvriers miniers. Cette part varie en fonction du nombre de creuseurs. A partir de 6 à 8 ouvriers selon les villages, la part du tuteur passe à 2. Au-delà de 11, elle passe à 3. Dans certains villages comme Dualla, le tuteur qui héberge et prend en charge un groupe de creuseurs a aussi droit à une part au moment du partage des revenus. Le tuteur qui héberge et prend en charge un groupe d'ouvriers a droit à une part au moment du partage des revenus ; de même pour le propriétaire d'un panneau. Mais, à partir de 8 ouvriers, le tuteur ou le propriétaire de la parcelle compte pour 2 parts (Niongonon, Diarabana).

## 3.2 FONCTIONS ET REALISATIONS DES SCOOPS

### 3.2.1 LA SCOOPS, UN ACTEUR MAJEUR DE GESTION DES TERRES

**La SCOOPS et l'identification des parcelles de terres pour l'exploitation du diamant.** Parmi les activités de la SCOOPS en lien avec la gestion des terres, les SCOOPS rencontrées citent principalement l'identification des sites d'exploitation, la prospection, le financement de la délimitation des parcelles par la SODEMI (les délimitations des parcelles par la SODEMI se font moyennant 4000F CFA/ha, la redevance prévue par le code minier.) En plus la SCOOPS assure le suivi des procédures administratives pour la délimitation de la parcelle, la sécurisation des sites, la gestion des conflits sur les

sites d'exploitation, la vente et les réunions diverses avec la SODEMI. Pour l'exploitation du diamant, comme pour l'agriculture, la terre est accessible à toute personne (ami, allié, etc.), avec des conditions de tutorat qui varient d'un village à l'autre pour l'accès des non autochtones. La SODEMI donne les parcelles aux fils du village et le financier fait les dépenses liées à l'exploitation (nourriture, médicaments). A Bobi et Diarabana toutefois, toutes les terres ne sont pas librement accessibles car ces villages ont sous leurs sols des gisements kimberlitiques interdits à l'exploitation artisanale.

**La SCOOPS, arbitre des conflits entre tuteurs et exploitants.** La SCOOPS agit comme arbitre principale pour tous les conflits liés à la filière, incluant les conflits entre les creuseurs et le tuteur, principalement sur le non-respect des parts. Le tuteur qui héberge et prend en charge un groupe de creuseurs a droit à des parts au moment du partage des revenus, selon les conditions initiales. Il en est de même pour le propriétaire de panneau si celui-ci est différent du tuteur. La charge première de la gestion des conflits incombe au Surveillant. Quand il n'y arrive pas, il renvoie l'affaire devant les membres du bureau de la SCOOPS qui prennent la relève. Il arrive que les chefs de villages (Massala-Assolo) interviennent dans la résolution de ces litiges quand la SCOOPS n'y arrive.

### 3.2.2 LA SCOOPS DANS LA GESTION DES RESSOURCES DU VILLAGE

#### Variation des taxes prélevées selon les SCOOPS

Depuis leur création, les SCOOPS ont très peu de ressources, car les activités sont en baisse. Toutefois, la répartition des taxes reste la même que dans les GVC. La part de la SCOOPS varie en fonction de la personne qui a découvert le diamant (Massala-Assolo). Si c'est un autochtone qui l'a trouvé, on applique une taxe de 16% (8% pour la SODEMI et 8% pour le village) et 20% si c'est un allogène qui a trouvé le diamant (8% pour la SODEMI et 12% pour le village). Les SCOOPS tiennent souvent des réunions pour faire le point des activités. Les réunions se tiennent en fonction de la rentabilité de l'exploitation. Ces réunions concernent généralement la vente et l'administration des ressources. Il n'existe pas de mécanisme de contrôle au niveau des SCOOPS. Mais, le bureau rend compte au village au cours d'une grande réunion publique.

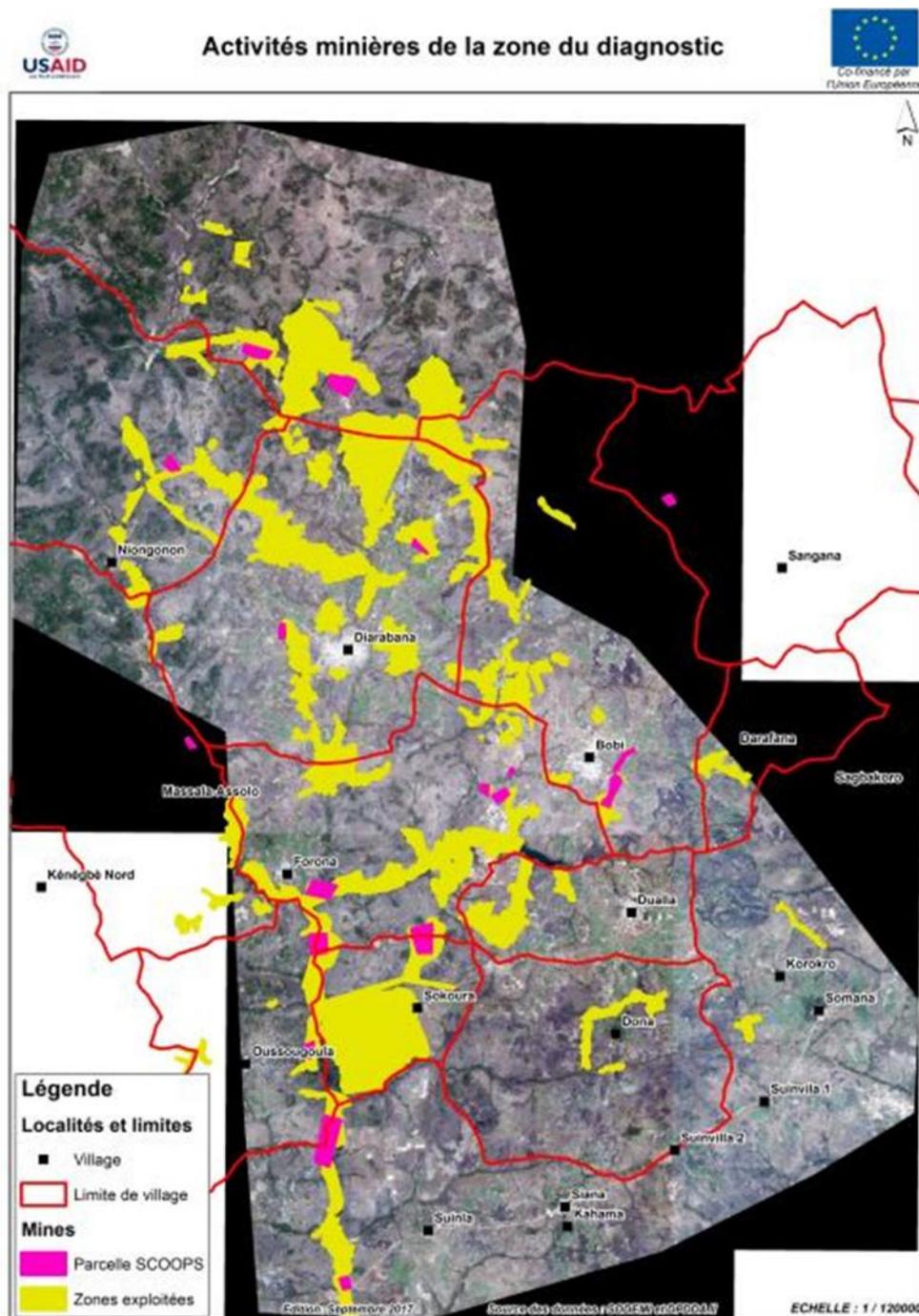
**Prise de décision collégiale avec la chefferie du village sur l'affectation des revenus issus du diamant :** Dans la plupart des villages, l'utilisation des fonds issus du diamant est décidée par la notabilité, la chefferie et les chefs de famille. Les décisions de dépenses sont prises par les vieux qui en informent le Président. Le Président peut saisir le Bureau ou le Trésorier directement pour faire exécuter la dépense sur la petite caisse et non sur le compte de la SCOOPS (Sokoura, Suinla). Les autorités administratives – les Sous-préfets—et les cadres ont aussi un rôle important, car ils peuvent ordonner les dépenses directement ou indirectement, en demandant aux SCOOPS de contribuer à un projet ou une activité spécifique. Seul le village de Wongué a mentionné que les décisions des dépenses sont prises par le Président et son Bureau. Toutefois, vu que le président de la SCOOPS est généralement ou le chef de village ou le chef de la plus grande famille, cela revient au même. La SCOOPS est donc une actrice d'exécution dans l'identification et le financement des projets de développement villageois. Le Président ne peut pas saisir le Bureau ou le Trésorier directement pour faire exécuter des dépenses. L'avis de la chefferie est nécessaire (Forona). La SCOOPS souhaite réduire l'influence des acheteurs sur le prix du diamant en prenant en charge certains maillons de la production comme la prise en charge des ouvriers ou encore l'achat du matériel.

### 3.2.3 EXPLOITATION DU DIAMANT ET OCCUPATION DES TERRES

Bien que l'exploitation des terres soit historiquement une des activités demandeuses de terres les plus importantes, les communautés n'ont qu'une conscience vague de la proportion des espaces de terres occupée par les activités du diamant. Ces espaces sont appréciés dans une logique évolutive, les communautés étant conscientes de la dégradation du sol par les anciennes exploitations de grandes

envergures, ainsi que du besoin d'améliorer les techniques actuelles d'exploitation pour ne pas avoir les mêmes effets.

Figure 6: Carte des zones exploitées et des zones potentielles minières dans la zone de Séguéla



De façon générale, la cartographie a permis d'apprécier l'importance de l'activité minière dans la zone à travers de vaste étendue de terres exploitées et la dispersion des sites sur tout le territoire. Cependant, elle s'est beaucoup plus concentrée sur le territoire des villages de Diarabana, Bobi, Forona et Sokoura où le paysage est fortement marqué avec la dégradation de la majorité des basfonds et d'une bonne

partie des terres cultivables. Les nombreuses excavations de plusieurs dizaines de mètre de profondeur constituent des zones à risques pour le bétail. La conscience du manque de terre est accrue lorsqu'il y a une dynamique de manque de terres pour le développement des cultures agricoles (culture de rente ou vivrière autour des bas-fonds) du fait de la dégradation des espaces disponibles par l'exploitation du diamant. L'exploitation minière occupe ainsi passivement d'importants espaces dans les villages miniers, de Séguéla et surtout les villages de la zone Est (Bobi, Diarabana, Dualla, etc). Une grande partie de ces terres est constituée par d'anciens sites d'exploitation du diamant, qui même si très peu exploités actuellement, sont pour la plupart laissées à régénération naturelles ou transformées en champs d'anacarde, bassins piscicoles ou zones d'eau pour les activités domestiques.

### 3.2.4 REALISATIONS DES INFRASTRUCTURES VILLAGEOISES

Les revenus du diamant ont permis la construction de toutes les infrastructures de base dans la plus part des villages depuis la fin des années 90 : écoles primaires, logements de maitres, mosquées, pompes villageoises, centres de santé, participation à la construction de châteaux d'eau, foyers des jeunes, bureaux administratifs (Bobi, Diarabana), marché du village, lotissement des villages, électrification, ponts, etc. Ces grandes infrastructures ont été construites par la coopérative du diamant, selon les priorités définies comme telles par les responsables locaux .



Jamm BOGO, Inaigo, URUUA II

**Mosquée de Diarabana, Séguéla; exemple d'infrastructure construite avec les revenus du diamant**

# 4.0 AUTRES PRINCIPALES FILIERES ECONOMIQUES ET DYNAMIQUES D'UTILISATION DES TERRES

## 4.1 PRINCIPALES FILIERES AGRICOLES ET ACTEURS

### 4.1.1 L'ANACARDE

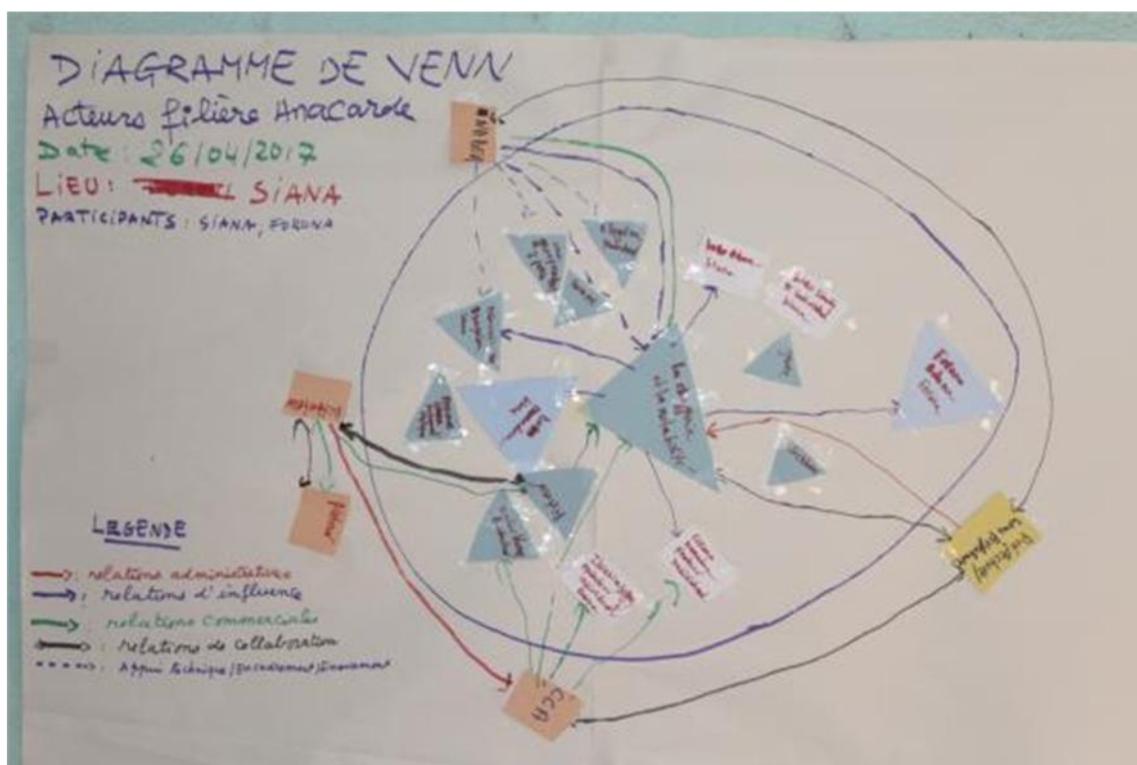
**Introduction de l'anacardier indépendante de la production de diamant.** Les communautés mentionnent toutes les années 1997 -1998 comme années d'introduction de l'anacardier dans la région du Worodougou. Beaucoup de plantations adultes observées semblent avoir environ 20 ans, avec confirmation dans des villages comme Dona. Cette période correspond à une initiative de réorganisation de la filière anacarde initialement introduite dans les années 1970 par la politique gouvernementale de lutte contre la dégradation des sols du Nord et du Centre, et appuyée par la SODEFOR et la SATMACI. L'année 1997 correspond à une période de développement de nouvelles orientations de politique agricole nationale pour augmenter la production de l'anacarde dans la région Nord du pays, avec la création d'un « Comité pour le Développement de la Filière Anacarde) CDFA par l'arrêté ministériel no 101 du 23 mai 1997 pour encadrer une filière, comité qui ne sera finalement pas mis en œuvre.

**Anacarde, principale filière et alternative économique face à la réduction des activités minières.** L'anacarde est aujourd'hui la principale filière économique dans la majorité des villages d'exploitation artisanale de diamant du Worodougou. Elle apparaît comme une nouvelle opportunité économique dans les années 2002-2005 dans certains villages d'exploitation artisanale de diamant. Cette période correspond à la période des restrictions gouvernementales d'exportation des diamants suites aux crises politiques et militaires, suivi quelques années plus tard par un embargo des Nations Unies sur l'exportation du diamant ivoirien. Les artisans miniers ne pouvant plus travailler librement et une partie des non autochtones venus pour l'exploitation minière ont commencé à mettre en place des plantations individuelles, selon le principe de plantation partagée. Elle est perçue comme telle dans quasiment tous les villages, exception faite de Diarabana pour lequel le diamant reste une priorité, et des villages de l'est de Séguéla, qui du fait de leur végétation de type forestier développent plus les cultures cacaoyères. Cultivés exclusivement dans la zone de savane, les champs d'anacarde se trouvent aux alentours des villages, en polyculture ou en association avec les cultures vivrières (igname, manioc, maïs, patate) dans les nouveaux champs. Toutefois, les populations reconnaissent la possibilité de concurrence entre l'anacarde et le diamant dans le cas où les prospections révéleraient une zone diamantifère potentielle sur ou autour des champs d'anacarde. Dans un tel scénario, elles n'excluent toujours pas la possibilité de détruire ces champs.

**Une filière cependant peu structurée avec une implication majeure de la chefferie.** Bien que pratiquée depuis plusieurs années maintenant, la filière anacarde est une des moins structurée de la région, en comparaison à la filière diamant ou aux activités agricoles vivrières. Les producteurs sont des individus ou des groupements (association de quartiers), autochtones ou non avec le groupe sénoufo-comme le groupe allogène le plus actif dans le secteur. Plusieurs femmes sont propriétaires de champs d'anacarde, mais elles hésitent beaucoup à l'affirmer, car le rôle communément accepté des femmes dans la filière est le ramassage des noix au moment de la récolte (communément dit prestation de services). Plusieurs autres acteurs interviennent d'une manière ou d'une autre dans la filière comme ci-dessous :

- ANADER : encadrement et appui technique aux producteurs (création de la plantation, entretien, commercialisation)
- Conseil Coton Anacarde (CCA) : Parmi les acteurs externes, le CCA a une grande influence. Il fait des dons de sachets aux producteurs pour l'emballage.
- Préfecture, sous - préfecture : intervention dans le processus d'agrément des acheteurs, informations des acteurs sur les politiques du gouvernement concernant la filière anacarde, suivi des prix pratiqués par les acheteurs
- Acheteurs: financent les pisteurs pour l'achat des produits
- Pisteurs: achètent les produits pour le compte de l'acheteur

Figure 7: Diagramme de Venn, analyse des acteurs de la filière Anacarde à Siana



**L'appartenance et la gestion locale des anacardiens suivent le système local de gestion des terres et des cultures.** Les anacardiens sont cultivés par tout le monde, et il existe une certaine confusion dans la perception des utilisateurs sur l'appartenance des champs en cas d'exploitation par les non autochtones. En effet, dans certains villages, il est mentionné que les plantations d'anacarde appartiennent exclusivement aux autochtones, bien que l'anacardier peut être cultivé par tout le monde, allochtones, allogènes, femmes. Ceci introduit une dissociation entre l'appartenance des terres et des arbres, les premières ne sont pas cédées aux planteurs non autochtones, qui n'obtiennent que le droit d'utiliser et de jouir des fruits de leurs activités sur la terre. Or dans la majorité des villages, la proportion des champs appartenant aux allochtones et allogènes est supérieure à celle des autochtones. Les anacardiens étant des cultures qui s'exploitent sur de longues années (en moyenne 25 ans de productivité), le régime de transmission des terres des arbres devra être clarifié dans les villages pour éviter les conflits en cas de succession ou de transmission des terres ou des plantations. En effet, le principe de la terre qui n'est ni vendue ni louée, mais prêtée se heurte potentiellement au besoin de sécurité des exploitants qui doivent avoir un minimum de garantie de ne pas se voir retirer les terres en

cours de productivité de leur anacardiens. Les femmes se sont progressivement initiées à la culture de l'anacarde depuis plus de 10 ans, mais elles sont très réservées quand à le déclarer. La justification étant que *« bien que les femmes soient propriétaires des champs d'anacarde, il ne faut pas trop le montrer, car il y a encore des parents qui ne l'acceptent pas. Nous faisons comme si les champs appartenaient à nos maris, comme cela personne ne nous dérange et nous ne dérangeons personne »*. Cette explication d'une des femmes de Woungou illustre les changements progressifs dans les pratiques et les perceptions relatives à la propriété foncière des femmes en général. Selon ce principe, la femme n'est pas propriétaire terrien mais, à la pratique des femmes, par l'intermédiaire de leurs maris, possèdent des parcelles de terres et des plantations d'anacardes. La passerelle de l'acceptation sociale est encore un défi majeur.

**La gestion des retombées de l'anacarde et la relative participation des producteurs non autochtones aux activités de développement local.** L'anacarde est considéré comme toute autre culture pour les autochtones : celui qui la cultive bénéficie du revenu. Pour les non autochtones par contre, il existe une taxe obligatoire qui prend plusieurs formes : partage entre l'utilisateur non autochtone et le propriétaire terrien selon le principe de travail partagé, champ partagé ; redevance annuelle à travers un système de fermage ou de métayage où le propriétaire terrien reçoit soit une portion du revenu de la vente, soit une portion de la production, soit encore un loyer annuel. Cette redevance est principalement versée au tuteur ou propriétaire terrien, et pour la majorité des communautés, les ressources de l'anacarde ne profitent pas à la communauté dans le cadre du développement local. Cette perception s'explique en pratique dans l'encadrement du secteur, et le système de commercialisation. Les coopératives agricoles n'ont pas un système de ristournes aux producteurs comme dans les autres filières. Selon les communautés, le CCA n'est pas favorable au prélèvement de ristournes sur la vente des producteurs dans le cadre du développement local, mais plutôt à l'ajout d'une taxe communautaire sur le prix d'achat (taxe à supporter par l'acheteur et non le producteur). Dans quelques villages cependant, les revenus tirés contribuent au financement des activités communautaires ; par exemple à Forona, 10kg d'anacarde sont prélevés sur la production de chaque planteur (autochtones et non autochtones) à la fin de chaque campagne, le total étant vendu et investi dans les projets villageois ; à Suinla, au total 1,500,000 CFA a été collecté pour les projets du village. Ces règles ne s'appliquent pas lorsqu'il y a un lien d'alliance entre les autochtones et le groupe concerné, les alliances entre ethnies en Côte d'Ivoire scellent un pacte de non-violence et d'assistance mutuelle. Dans le cas de l'anacarde dans les villages diamantifères de Séguéla, le groupe Sénoufo n'est pas soumis à une obligation spécifique de redevance, et n'est pas contraint comme les autres groupes de contribuer au développement communautaire.

#### 4.1.2 LE CACAO

**Une filière nouvelle, en croissance rapide dans une zone qui n'était pas prévue à cet effet.** Les villages d'exploitation artisanale de diamant situés dans la partie Ouest de Séguéla sont en train de devenir des zones de grande production de cacao. Selon les populations locales, le cacao a été introduit dans la zone dans les années 2003 par les communautés Mossi (Burkinabé) et Baoulé (Centre de la Côte d'Ivoire), migrant vers le centre nord à la recherche de nouveaux sols propices au développement d'une culture pratiquée jusque-là à l'Est, au Centre Est et à l'Ouest du pays. Avec la baisse des revenus du diamant dû à l'embargo sur le diamant ivoirien et l'impossibilité de cultiver l'anacarde dans ces zones, les communautés et anciens artisans miniers des villages comme Diarabana, Massala-Assolo et Niongonon, se sont progressivement intéressés à la culture du cacao dans les années 2005 lorsque les premières plantes introduites ont commencé à pousser. Selon un planteur de Niongonon, *« la culture du cacao est récente parce que nous {les autochtones}, on ne savait pas que le cacao pouvait réussir dans la zone. On a vu comment nos étrangers ont commencé au début, quand les plantes ont poussé, on est allé les voir pour apprendre chez eux »*. Les marches de Transect et les échanges avec les communautés ont révélé que les 5 dernières années ont vu le développement de cette culture à une vitesse qui semble encore plus importante que celle de l'anacarde.



Mathias, Indigo DPDDA II

Entretien avec un planteur de cacao sur l'axe Massala-Assolo- Niongono, Séguéla, Avril 2017.

**Un héritage des principes d'organisation reconnus à la filière au niveau national.** La filière est selon les personnes concernées très bien organisée à travers notamment, la Société Coopérative de Diarabana dans laquelle sont affiliés les planteurs de ces villages. Les planteurs reconnaissent à cette coopérative principalement un rôle d'accompagnement dans la production, notamment dans la facilitation d'accès aux intrants et aux crédits, ces derniers aussi bien pour les membres que pour leurs femmes, selon un système de crédit accordé en tenant compte de la superficie cultivée et du rendement de la dernière production. Ils vantent aussi l'appui à la commercialisation, avec un achat garanti de la production. Dans les villages de Massala-Assolo et Niongonon, on trouve des plantations adultes de cacao, et de vastes plantations composées de jeunes arbustes de 2 à 3 ans d'âge. On peut observer des plantations adultes de cacao dans ces villages et aussi dans la zone Sangana-Dualla, à la lisière de Bobi et à Wongué. La particularité dans ces zones est une technique particulière d'associer anacarde et cacao dans les nouvelles plantations pour, selon les dires des agriculteurs rencontrés, permettre de produire un ombrage (anacarde) au cacao, ou voir ce qui pousse le mieux dans les premières 3 ans et favoriser cette culture.

**Une expansion démographique avec possibilité de pression foncière comme principal enjeu de la filière naissante.** Si le cacao est en train de devenir une des principales filières économiques dans la région, son impact en termes d'occupation des terres, de relations sociales et d'expansion démographique est déjà visible. Des campements de cultivateurs de cacaoyers se sont développés autour de Massala-Assolo et de Niongonon, ce dernier accueillant sur ses terres des campements 2 à 4 fois plus grands que le village hôte, au niveau de l'installation des maisons et des personnes. Les communautés des villages concernés, en particulier à Niongonon, expliquent ce phénomène comme une approche des villages pour bénéficier des projets de développement menés par le Gouvernement. En effet, parce que le choix des localités comme prioritaires pour certains projets comme des projets d'électrification et d'adduction d'eau est basé entre autres sur la taille des villages (par exemple priorité pour l'électrification des localités de plus de 500 habitants), l'accueil des planteurs de cacao et de leurs familles sur les terres des villages n'a pas qu'un objectif de développement de la filière, mais aussi de développement local. Cette augmentation de la démographie des villages ne va pas sans conséquences, avec des risques de pressions et disputes foncières.

**Une volonté marquée des communautés de culture de cacao d'anticiper les problèmes connus dans les zones cacaoyères du pays.** Le système de gestion des terres pour la culture du cacao est similaire à celui existant dans la filière anacarde, avec cependant une prédominance du principe

de travail partagé. De légères variations des conditions sont perceptibles d'un village à un autre, mais la base de la relation est que les communautés Baoulé et Mossi effectuent le travail de fond de mise en place de la plantation - nettoyage, mise en terre des premiers plants, cultures associés, les propriétaires terriens reprennent leur part de plantation (3/4 environ) après 3 à 4 ans. Pour anticiper les potentiels problèmes que peut poser un tel système, le village de Niongonon a mis sur pied un répertoire de tous les planteurs non autochtones installés sur leur terre, avec description des types de droits cédés ou d'accords conclus avec les utilisateurs des terres.

#### 4.1.3 LE RIZ

**Une filière de subsistance prioritaire au niveau local.** Le riz est la culture vivrière la plus importante dans les villages d'exploitation artisanale de diamant de Séguéla. Base de l'alimentation locale, la culture de riz est principalement pour la consommation familiale, seul le surplus est vendu. Elle est pratiquée par toutes les couches de la population, hommes, femmes, autochtones et non autochtones. C'est la filière dans laquelle on trouve le plus de femmes les plus âgées des villages, organisées en association ou au sein des coopératives de riz. Selon les communautés, la culture de riz est une culture ancestrale, qui a été au fil du temps progressivement abandonnée pour d'autres activités, avant le lancement des programmes de redynamisation de la filière au niveau national, dont les stratégies de relance de 2008 et 2012 font échos au niveau de Séguéla.

#### **Utilisation des mêmes aires de production que l'exploitation du diamant.**

Le riz est principalement cultivé dans les bas-fonds, anciennement exploités pour le diamant ou pas. Sur certains sites, l'accès à la terre pour la production de riz se fait de façon saisonnière et en alternance avec l'élevage des bœufs. En effet des bas-fonds rizicoles sont mis en valeur seulement pendant les saisons pluvieuses et servent de zones de pâturage pendant les saisons sèches. Les décisions de réserver ces espaces sont prises par la chefferie et les autorités administratives avec le soutien des cadres (Bobi) pour garantir la sécurité alimentaire. Par ailleurs, dans certains villages (Wongué, Siana), cette vision n'est pas clairement exprimée même si des réflexions sont en cours. D'autres villages (Diarabana, Suinla) hésitent ou refusent de prendre de tels engagements car, si ces bas-fonds s'avèrent propices à l'exploitation du diamant, toutes les activités qui y sont menées pourraient être détruites.



Sabine Jielak, DPDDA II

**Un groupement de femmes à Bobi, Séguéla, récoltant le riz dans un bas-fonds**

**Un important appui technique des acteurs nationaux.** Parce que son développement s'inscrit dans une stratégie nationale de réponse à 100% de la demande nationale d'ici à 2020, la filière riz est encadrée au niveau de Séguéla par plusieurs acteurs : l'ANADER qui apporte son appui technique dans le cadre général d'appui aux producteurs agricoles, l'ONDR qui a fourni un appui conseil et un accès aux semences pour les producteurs, et très récemment le PROPACOM, qui appuie les aménagements des sites rizicoles et la fourniture de semences dans le cadre de ses actions d'appui des filières agricoles.

#### 4.1.4 LES AUTRES CULTURES ANNUELLES ET SAISONNIERES

**Le maraîchage, filière à majorité féminine dans les bas-fonds.** Le maraîchage est une activité économique qui se pratique aussi dans les bas-fonds des villages pour la culture de plantes potagères

telles que les tomates, choux, épinard, concombre, aubergines, gombo, piment, etc. Ces espaces sont cédés aux exploitants d'une part pour leur permettre de les occuper et protéger ainsi la terre contre l'utilisation des artisans du diamant et d'autre part pour alimenter les villages en produits vivriers. Ces raisons rendent simples les modes d'accès à la terre : il suffit simplement d'exprimer le besoin auprès de la chefferie. Dans certains cas, des conditions ont été prévues mais ne sont jusque-là pas appliquées. Principalement pratiquées par les femmes issues des communautés allogènes (CEDEAO) et souvent par les hommes issus des communautés allochtones (Senoufo), les cultures maraichères sont considérées par les acteurs comme une source de revenus substantiels. Pourtant, cette filière ne bénéficie pas de l'encadrement des structures techniques. Cette absence de suivi entraîne chez les exploitants la pratique consistant à user des herbicides généralement utilisés dans les champs d'anacarde ou de coton pour l'entretien de leurs jardins.

## 4.2 L'ELEVAGE BOVIN, UNE FILIERE EN PLEINE EXPANSION FACE A DE NOMBREUX DEFIS

### 4.2.1 L'IMPORTANCE CROISSANTE DE L'ELEVAGE DANS LA DYNAMIQUE SOCIO-FONCIERE DES VILLAGES MINIERS

**Une évolution progressive dans le profil des éleveurs.** On trouve deux typologies d'éleveurs dans les villages d'artisanat minier du diamant de Séguéla, les éleveurs de gros bétails et les propriétaires de bœufs qui donnent leurs bœufs à pâturer au sein des plus grands élevages. Les éleveurs de gros bétail sont constitués à majorité des populations peulhs venues de la région de Korhogo, du Mali ou du Niger engagées dans un processus de transhumance avec installation des bases dans les villages hôtes. Les autres éleveurs sont constitués d'autochtones ou de non autochtones installés dans le village et pratiquant une autre activité à titre principale comme l'exploitation du diamant, les cultures de rente ou vivrières. Dans cette catégorie sont incluses des portions importantes de bœufs appartenant à une élite locale vivant dans les grandes villes. Il est difficile de déterminer avec approximation la portion d'éleveurs dans un village donné, car dans la plupart des villages, plusieurs familles ont entre deux et trois bœufs qui font partie du système ancestral de dot pour les mariages.



Campement d'éleveurs à Sangana avec espace de pâturage, Avril 2017

**Une dynamique controversée d'occupation des terres.** L'élevage est aussi une source de revenu mise en place par les communautés hôtes vis-à-vis des éleveurs transhumants qui s'installent dans un village pour une durée plus ou moins longue. La présence des éleveurs non autochtones sur les territoires des villages est, dans certains villages, favorisée (Sangana, Bobi, Niongonon, Oussougoula, Massala), car elle permet d'obtenir des rentes importantes pour le village, notamment une contribution en espèces et en nature pour les projets et événements du village. Seul le village de Dona n'accepte pas l'installation des éleveurs étrangers sur ses terres. Cette interdiction est justifiée par le manque d'espace dans le village ; les quelques propriétaires de bovins autochtones sont soumis à des règles très strictes de parage des bœufs pour éviter les dégâts de cultures. Dans certains cas, les éleveurs installés sur des terres s'adonnent aux cultures annuelles (maïs, coton, et riz) en employant de la main d'œuvre locale

comme contractuels. Dans tous les cas, la pratique de l'élevage est associée à une catégorie sociale au-dessus de la moyenne du village, et est appréhendée en termes financiers malgré les problèmes de cohabitation avec les filières agricoles-destruction de cultures.

**Une installation des éleveurs rentable sur le plan foncier, mais cause de nombreux conflits avec les autres filières agricoles.** Lors des marches de Transect, plusieurs campements d'éleveurs peulhs ont été identifiés dans les deux zones, avec une logique d'installation différente. Dans la zone Ouest, les campements de Peulhs sont relativement petits, les villages rechignent à leur donner trop d'espaces pour s'installer par peur de voir augmenter les conflits avec les agriculteurs ; une autre raison évoquée est la proximité avec la zone des grands arbres. Dans la zone Est, par contre, les campements peuls sont très grands, et occupent beaucoup d'espace. Entre Sangana et Bobi et Sangana et Wongué, les campements sont assez grands, on a pu voir un campement avec une dizaine de petits îlots de maisons sur un espace d'environ 5 ha, avec des champs de maïs et de riz sur une partie du campement. Selon les communautés de Sangana, l'installation des campements peulhs autour de la colline Mankognon aurait été un enjeu majeur dans la délimitation des territoires villageois entre Sangana et Bobi, car l'intégration des terres où sont installés les campements dans l'un ou l'autre village aurait pu déterminer le contrôle sur les revenus tirés par le village. S'il y a ainsi de petits espaces de pâturage concédés par certains villages comme Sangana et Massala- Assolo, la principale contrainte de la filière élevage est le contrôle des troupeaux en pâturage. En effet, il n'existe pas de couloirs de pâturage, et les conflits liés à la destruction des cultures par les bœufs font partie des conflits fonciers les plus récurrents. Dans un contexte où la tendance est de plus en plus à l'investissement dans le bétail comme moyen de sécurisation des revenus, les communautés doivent développer des stratégies pour soit mieux définir et établir des zones de pâturages conséquentes, soit mener des études plus approfondies sur les options d'intensification de la production animale tout en garantissant une meilleure coopération agriculture-élevage.

#### 4.2.2 DIFFICILE COHABITATION AVEC LES AUTRES ACTIVITES ECONOMIQUES

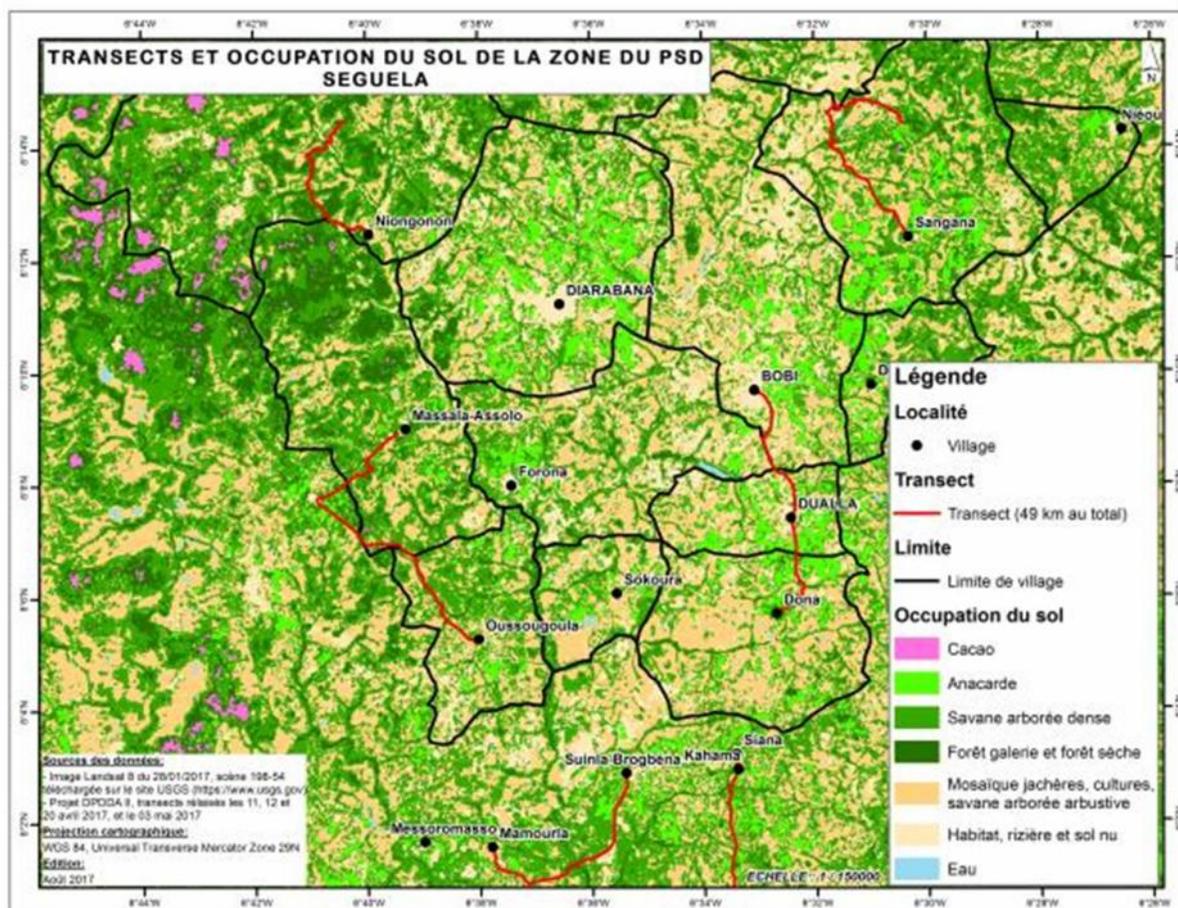
**L'élevage bovin, une épargne ou un investissement des revenus issus des autres activités agricoles ou minières.** L'élevage de bœufs est considéré dans les villages artisanaux miniers de diamant de Séguéla à plusieurs titres. Il est un moyen d'épargne ou d'investissement des revenus lorsqu'il est pratiqué par les communautés issues des villages concernés. Dans les villages de la zone Est comme Bobi, Sangana, Wongué, Forona, il existe d'importants troupeaux appartenant aux villageois. Toutefois, la pratique de l'élevage est principalement confiée à des bouviers peulhs venus du Nord du pays ou des pays sahéliens (Niger et Mali), les bêtes sont introduites dans les troupeaux des éleveurs transhumants.

**Une filière peu intégrée aux autres filières économiques, mais dominée par les mêmes systèmes de transactions informelles.** Il n'existe pas d'association formelle des éleveurs au niveau des villages, ni une représentation sociale spécifique dans les systèmes de prise de décisions, en dehors comités de gestion des litiges agriculteurs-éleveurs. Toutefois, quasiment tous les villages ont un groupement d'éleveurs ou des représentants d'éleveurs bien connus, avec des systèmes de concertations en place. A Sangana par exemple, il existe un groupement des éleveurs avec un président qui défend les intérêts des éleveurs étrangers principalement à la chefferie et auprès des autorités administratives dans le cadre des conflits agriculteurs – éleveurs. Au-delà de ces comités, associations et représentants officiels, les éleveurs participent activement à la vie des villages dans lesquels ils sont installés ou sur lesquels pâturent leurs troupeaux. En effet, ils payent des « conditions » (rentes) pour leur installation dans les villages, sur une base annuelle, et fournissent du bétail aux villages lors des événements spécifiques comme les fêtes religieuses. Le montant et le nombre de bœufs varient d'un village à un autre : un bœuf par troupeau ou un bœuf par éleveur dans la zone ouest. Ils participent aussi aux événements administratifs des unités administratives.

# 5.0 DYNAMIQUE FONCIERE ET ORGANISATION SPATIALE

## 5.1 DYNAMIQUES SPATIALES AUTOUR DES PRINCIPALES FILIERES ECONOMIQUES

Figure 8. Différents parcours de Transects effectués pour identifier les types d'occupation des terres.



### 5.1.1 SYSTEMES D'OCCUPATION SPATIALE POUR LES PRINCIPALES FILIERES ECONOMIQUES

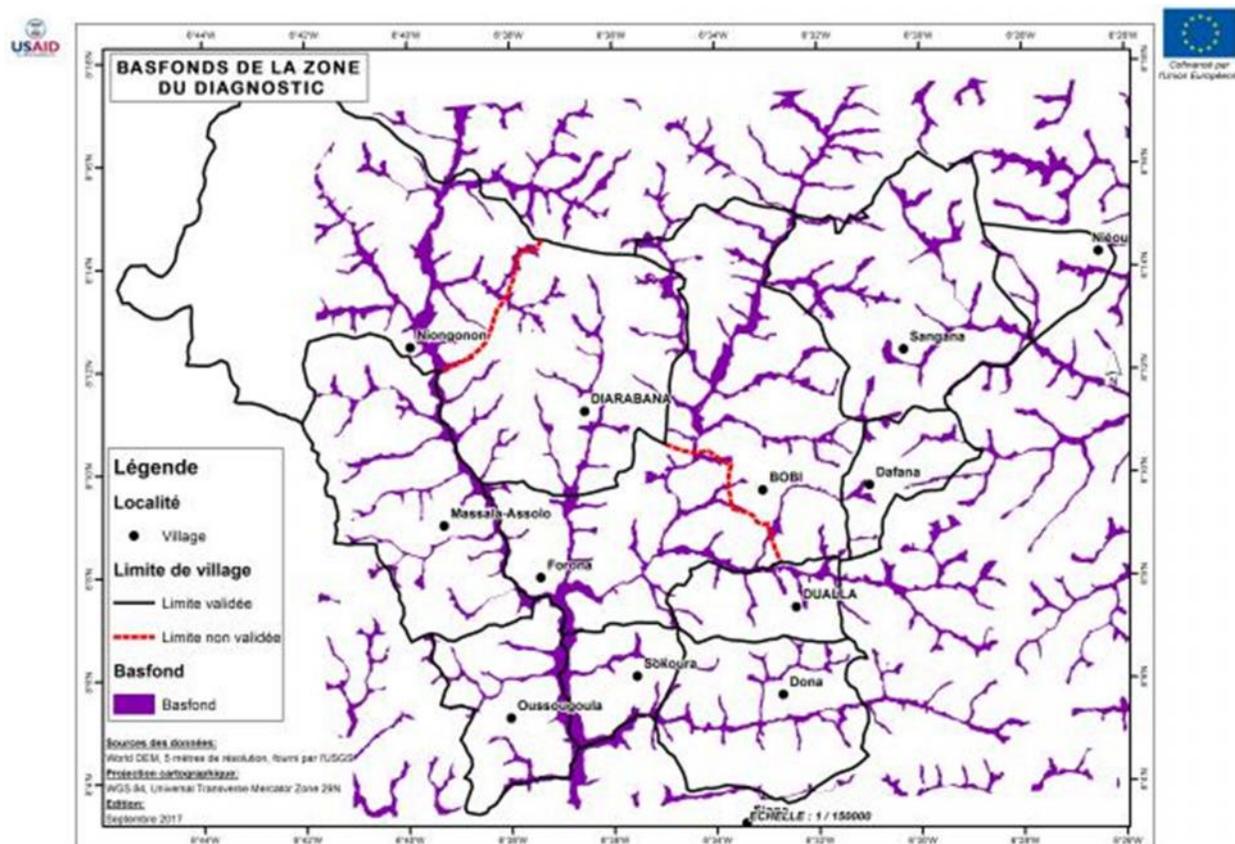
**Zones à potentiel minier, zones prioritaires.** Si de manière générale l'activité diamantifère connaît une baisse depuis plusieurs années, l'exploitation du diamant reste toujours le principal déterminant des décisions d'utilisation et d'occupation des terres. L'organisation spatiale est basée autour des potentiels d'exploitation de diamant - occupation déterminée par l'exploitation du diamant. Dans certains villages (Diarabana, Forona, Oussougoula), l'installation des personnes ou des cultures sur un site spécifique n'est possible que s'il y a la certitude que cette zone n'a pas fait l'objet de prospection passée, signifiant qu'il n'y a aucun potentiel minier. Ainsi comme le reconnaît un informateur : « le diamant est plus important que tout. Dès qu'on trouve le diamant à un endroit, on l'exploite, peu importe ce qui se trouve à cet endroit, que ce soit la forêt ou les champs. Même si c'est dans l'eau on va aller creuser. Avec l'argent du diamant on peut acheter tout ce qu'on désire » (FGD jeunes de Forona, Février 2017).

**Découpage du territoire des villages miniers en deux grandes zones agro écologiques.** On trouve une forte présence forestière dans la zone Ouest et une zone de savane arborée et arbustive selon les régions dans la zone Centre et Est. Les terres de la zone Centre et Est sont utilisées aussi bien pour l'exploitation du diamant que pour l'anacarde, les cultures vivrières à longue saisonnalité comme le manioc. On y trouve aussi les plus grands espaces d'installation des bœufs et des campements d'éleveurs. La zone Ouest est marquée par une zone forestière qui occupe environ 5620 ha. On y trouve la cacao-culture, quelque fois en association avec des cultures vivrières comme l'igname ; avec de grands campements d'exploitants agricoles allochtones et allogènes

**Organisation du territoire des villages sous des formes circulaires, avec installation des exploitants agricoles non autochtones sur les espaces les plus éloignés du centre.** Le diamant a été un des déterminants principaux dans l'occupation des terres et le développement des villages, après la sécurité, l'accès à l'eau et le besoin de se rapprocher des artères commerciales sont les principaux déterminants de l'occupation de l'espace. Les habitations, commerces, établissement scolaires et services administratifs sont au centre des villages miniers de Séguéla. Les habitants des villages pratiquent leurs activités économiques autour de leurs habitations, toutefois à bonne distance pour tenir hors de portée des animaux. Même quand les champs sont vastes, on voit peu de campements d'autochtones qui permettent d'éviter les longs trajets. Par contre, il existe plusieurs campements d'allochtones et d'allogènes à des distances relativement éloignées des villages, même lorsque ces derniers vivent à proximité du village (exemple de Niongonon). Parce que les exploitations agricoles sont souvent loin des villages, des campements temporaires sont nécessaires pour éviter de longs déplacements entre le lieu de travail et le village. Il est même possible de déterminer l'âge d'un village par l'étendu des champs.

**Les bas-fonds, une zone d'exploitation privilégiée constituant un enjeu foncier.** Les bas-fonds représentent une zone très importante économiquement et socialement dans les villages d'exploitation artisanale de Séguéla. Utilisés principalement pour l'exploitation du diamant, cette filière semble avoir la priorité d'usage sur toutes les autres filières économiques dans plusieurs villages. Par exemple, pour les autochtones de Diarabana, les bas-fonds sont à usage exclusif d'exploitation du diamant. Tous les autres usages qui peuvent en être faits - agriculture, annuelle ou saisonnière - sont temporaires. Par contre dans d'autres villages, la rareté du diamant amène les communautés à se tourner vers d'autres utilisations prioritaires, notamment la culture des céréales comme le riz. Filière extrêmement porteuse, la culture du riz a généré ces trois dernières années de nouvelles dynamiques dans les rapports entre les villages. A la faveur de la politique nationale d'autosuffisance alimentaire et de développement de la filière rizicole, les autorités locales ont largement encouragé l'orientation des bas-fonds pour le développement des rizières ; cette politique a généré un processus de récupération des bas-fonds, qui constituent aujourd'hui un enjeu foncier majeur. En effet, l'accès soumis à simple autorisation comme pour les autres cultures vivrières, et particulièrement pour les bas-fonds déjà exploités dans le cadre de l'exploitation minière, est maintenant très réglementé comme à Wongué ou quasiment interdit comme à Bobi. La culture du riz constitue progressivement un élément de normalisation des relations de pouvoir entre communautés autochtones et non autochtones, et on voit dans le cas de Bobi des tensions potentielles créées par la récupération des bas-fonds; la dynamique de mise en œuvre de la politique appliquée par le Sous-préfet dans tous les villages de la Sous-préfecture ayant généré un processus de récupération des bas-fonds. En plus du diamant et du riz, les bas-fonds sont fortement requis pour les cultures maraichères, pratiquées aussi bien par les hommes que les femmes, tant par les autochtones que par les non autochtones.

Figure 9: Importantes zones de bas-fonds dans les villages miniers, affectées à plusieurs utilisations.



### Les zones non exploitées et les forêts : potentiels ressources économiques en gestation.

Quasiment toutes les communautés perçoivent les forêts et tous les espaces non exploités pour le diamant ou pour l'agriculture comme une ressource économique non exploitée. Dans les zones contenues sur les permis de recherche de la SODEMI, ces espaces, et particulièrement ceux autour des bas-fonds, sont considérés à fort potentiel diamantifère, donc pouvant être exploités soit artisanalement soit de manière semi industrielle. Dans les autres zones, principalement dans la zone dite forestière (Massala-Assolo ou Niongonon), la présence sur leurs terroirs des étendues de forêts a été utilisée comme un « appât » pour le développement local. En effet, plusieurs villages se sont ainsi agrandis considérablement à l'aubaine du développement du cacao. « Avant ici chez nous, on n'exploitait pas la forêt car il y avait le diamant. On ne faisait rien dans la forêt si ce n'est la chasse. Depuis 2005 avec l'arrivée de nos frères Baoulé, on commence à voir sa valeur. C'est grâce à eux que nous avons connu le cacao. On se disait nous-mêmes que le cacao ne peut pas réussir ici. Avec leur arrivée, on s'est beaucoup intéressé à l'exploitation de la forêt pour la culture du cacao. Et là, on a vu qu'elle avait beaucoup de valeur ». (Entretien Massala Assolo, Mars 2017)<sup>1</sup>.

**Tendance à la baisse du couvert forestier dans la plupart des villages.** Selon les populations et les observations directes, le couvert forestier est en train de régresser au profit des activités économiques. Selon les estimations faites par les équipes d'experts, la forêt a baissé de 7111 ha en 1986 à 5708 ha en 2002, probablement du fait de l'exploitation du diamant et de la création des nouvelles

<sup>1</sup> Rapport Diagnostic socio économique de la biodiversité dans les forêts galeries

plantations. Par conséquent, à la période de début de réduction de l'exploitation artisanale du diamant jusqu'à ce jour (2017), on note une certaine stabilisation (5620 ha). Les communautés considèrent l'anacarde comme plante forestière. Cette culture a connu une forte augmentation de 2002 avec 756 ha à 3457 ha en 2017, bien que cette spéculation n'ait pas été prise dans le calcul de l'espace forestier. La réduction de l'espace forestier a entraîné une certaine prise de conscience chez les communautés qui ont commencé à élaborer de nouvelles règles et approches de gestion des terres.

**Persistance des tensions latentes autour des usages des terres.** L'absence de règles claires et partagées de tous autour de l'accès et de l'exploitation des terres constitue une source de tension. En effet, la proximité des champs des zones de pâturage génère des litiges fréquents entre éleveurs et agriculteurs. Cela soulève la question des espaces dédiés et de la clarification des règles d'occupation entre élevage et agriculture. L'évolution des dynamiques à Siana et Sangana sont des parfaites illustrations. En effet, les communautés de Siana, sans avoir installé d'éleveurs, ont dû rapprocher les champs du village pour réduire les conflits avec les éleveurs. Des troupeaux ont été installés par un village voisin, Mamourla, à la lisière des terres de Siana. A Sangana par contre, des personnes ont choisi de faire des champs à proximité des zones dédiées à l'élevage. Bien que les communautés commencent à prendre conscience de la nécessité de clarifier les zones d'occupation en dédiant des espaces à des activités économiques spécifiques, la mise en œuvre n'est encore qu'embryonnaire.

### 5.1.2 REGLES DE GESTION LIEES A L'AFFECTATION DES TERRES

**La controverse autour du droit d'accès ou droit de « cola »:** Un droit symbolique ou « droit de cola » est demandé aux (allochtones et allogènes). Ce « droit de cola », selon les autochtones, ou droit d'accès ou prix d'achat, selon les migrants, est payé au tuteur. Il repose sur des règles arbitraires. La valeur monétaire de ce droit est laissée à l'appréciation du tuteur. Il est moins élevé pour les allochtones. Ce droit varie entre 25000f et 30000f par hectare, pour ceux qui veulent cultiver les vivriers. Et entre 40000f et 100000f pour ceux qui désirent utiliser la terre pour des cultures pérennes. Cependant, indifféremment des villages, ce droit est payable une fois. Une disposition à laquelle adhèrent les communautés allochtones et allogènes.

**Prédominance des règles traditionnelles de gestion familiale sur les terres exploitées.** La répartition des terres dans la quasi-totalité des villages de la zone diamantifère du Worodougou est organisée par famille. Bien que la "propriété coutumière foncière" soit collective, chaque grande famille dispose d'une portion de terre qu'elle attribue, en toute autonomie, à ses membres ou à tout autre demandeur, en fonction de la disponibilité de la terre. Cette organisation garantit, d'une certaine manière, un accès équitable à tous dans la mesure où la prise de décision sur l'attribution d'une parcelle relève de la famille qui possède la terre plutôt que de la chefferie. Toutefois, pour certains usages comme les cultures de rente ou les grands élevages, la chefferie est informée car elle prélève un pourcentage (en nature ou en espèce) pour les événements majeurs du village. Cette dynamique a été observée dans certains villages tels que Sangana, Massala-Assolo, Dualla. La taille ainsi que l'emplacement du patrimoine foncier détenu par chaque famille obéit à certaines règles. Ils sont fonction de l'ordre d'arrivée (selon qu'on est arrivé avant les autres), du statut dans la structure politique du village (chef du village, chef de terre ou accueillis). Des formes d'accords tacites entre les premiers arrivants ont permis d'octroyer des terres cultivables à leurs « étrangers » autochtones.

**L'obligation de résidence dans les villages pour les non autochtones exploitants agricoles comme opportunité de croissance démographique pour les villages et formes de contrôle de l'occupation des terres.** En plus de la condition de tutorat, les allogènes et allochtones doivent résider dans le village. Certains d'entre eux ont cependant développé des stratégies de contournement de cette règle. En effet, plutôt que de résider dans le village auprès duquel ils ont acquis la terre, les principaux acquéreurs y font résider leurs manœuvres. Cette dynamique s'observe principalement au niveau de la bande Massala Assolo, Niongonon, Wongué et Sangana où le couvert végétal est favorable à

la production de cacao. Cette stratégie serait un moyen pour ceux qu'ils qualifient de « collecteurs de terres » d'acquiescer plusieurs parcelles. En réponse, certains "tuteurs" se montrent plus exigeants en demandant un droit d'accès plus élevé et/ou une plus grande quantité de produit à la récolte. Pour les villages de Massala Assolo et Niongonon, cette condition répondait à un besoin d'accroître la taille de la population afin de bénéficier de projet de développement tel que les programmes d'électrification villageoise. Cette politique a très vite montré ses limites dans la mesure où les communautés allochtones et allogènes ont choisi de créer des campements dans lesquels ils résident. Selon ces migrants, la création des campements à proximité des plantations répond à un besoin de sécurisation des récoltes ou mêmes des cultures contre les bœufs. Par ailleurs, ils perçoivent cette condition non pas comme une contribution de leur part au développement du village qui les a accueilli, mais plutôt comme un moyen de contrôle. En se retirant des villages hôtes, elles se considèrent non plus comme faisant partie du village, mais comme dépendantes du village. Elles reconnaissent leur affiliation au « tuteur », mais nient leur appartenance.

**Relative harmonisation des droits d'accès aux terres et renforcement des rentes foncières pour les filières agricoles.** Dans tous les villages, les allochtones et allogènes payent un droit symbolique ou « droit de cola » d'accès à la terre. Ce droit est payé à un tuteur et varie d'un village à un autre et selon les spéculations (25000FCFA et 30000 CFA par hectare, pour les cultures vivrières et entre 40000 FCFA et 100000 FCFA pour des cultures pérennes). Outre ce « droit de cola », les autochtones et les étrangers s'accordent sur d'autres conditions qui permettent aux villages de profiter de l'exploitation des terres. En effet, pour les cultures de cacao et d'anacarde, le champ mis en exploitation est partagé entre le cultivateur et le propriétaire. La règle générale de la clé de répartition est de 1/3 pour le propriétaire et 2/3 pour l'exploitant. Cependant, dans certains villages comme Massala-Assolo, le champ est partagé en deux parts égales. A Bobi, le partage se fait aussi à parts égales ou selon la règle du 1/3 selon que l'exploitant allogène ou allochtone est installé depuis longtemps dans le village ou qu'il y est de fraîche date. La plupart des villages ont institué des rentes foncières appliquées sur certaines spéculations comme le cacao, l'anacarde et au riz. Elles se manifestent comme une ristourne prélevée sur les récoltes. Ces ristournes ne sont pas fixes ; elles évoluent d'un village à un autre, en fonction des spéculations ou même selon la production. D'autres villages (Siana, Suinla) y réfléchissent sérieusement. Les rentes oscillent entre 5F et 35F sur chaque kilo. Une autre méthode consiste à prélever 10 kg sur chaque production ou un (1) à deux (2) sacs du produit à chaque récolte. Le secteur de l'élevage n'échappe pas à ces pratiques aussi bien pour l'installation des éleveurs dans les villages que sur la croissance de leurs cheptels. Les éleveurs allochtones ou allogènes ont accès au village par l'intermédiaire d'un tuteur à qui ils reversent un droit d'accès. Ensuite, ils s'associent pour offrir, en guise de rente, un bœuf dans chaque village où ils sont installés lors des grands événements culturels et religieux.

**Début de codification dans certains villages et innovation dans le rôle des CVGFR: la création des registres fonciers.** Pour éviter les contestations entre utilisateurs et grandes familles propriétaires de terre, ainsi que l'accaparement des terres par les non autochtones, certains villages ont mis en place un registre foncier tenu par le CVGFR (secrétaire). L'exemple du village Niongonon en est le plus illustratif. Le village a cédé des parties de ses terres à des migrants allochtones (Baoulé, Senoufo) ou allogènes (Burkinabé) pour créer des champs de cacao en vue de profiter de l'expertise de ces communautés et atteindre les niveaux démographiques nécessaires pour bénéficier des services de base tels que l'eau, l'électricité, l'école, les services de santé, etc. Toutefois, conscients des dynamiques liées à l'utilisation non contrôlée des terres dans les autres régions de la Côte d'Ivoire (Ouest), ils ont mis en place un système d'enregistrement des transactions à travers un registre. Ce registre liste chaque transaction sur les terres ayant fait l'objet d'un accord entre un autochtone et un non autochtone. Chacune de ces transactions mentionne les identifiants des parties prenantes, la localisation de la parcelle (indicative), l'estimation de la superficie octroyée, les « conditions » de la transaction. Ce registre est considéré par les communautés comme un moyen d'anticiper des potentiels conflits, clarifier

le type de droits octroyés sur une parcelle et surtout maîtriser l'utilisation des terres de leur village. Bien qu'elle soit encore embryonnaire, l'initiative démontre une prise de conscience des communautés sur le besoin de clarifier les dynamiques sur leurs terres pour en assurer la sécurité. Cette initiative est encore à sa phase expérimentale à Sangana.

## **5.2 GOUVERNANCE FONCIERE ET DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE : QUESTION FONDAMENTALES.**

### **5.2.1 CONDITIONS D'ACCES ET PERSISTANCE DE SYSTEMES TRADITIONNELS DE GESTION DES TERRES**

**Accès libre pour les autochtones et pour tous pour certaines ressources.** Les populations autochtones accèdent à la terre par succession en général. Aussi, ont-ils recours aux liens et alliances entre familles pour accéder librement à la terre dans leur village ou dans les villages voisins en fonction de la disponibilité des ressources. Les principaux alliés dans les villages diamantifères sont les Sénoufo. A ce titre, ils sont considérés comme autochtones en ce qui concerne les conditions d'accès et d'exploitation des terres ; toutefois, ils ont un tuteur, comme tout non autochtone. Pour les autres ressources naturelles, les populations reconnaissent que tout le monde peut disposer de certaines ressources librement. Il s'agit par exemple du ramassage du bois de chauffe dans la brousse, la fabrication du charbon, l'accès aux espaces pour les cultures vivrières surtout dans les bas-fonds, la chasse ou la pêche. Les communautés autochtones ne perçoivent pas le profit qu'elles auraient à consacrer pour organiser ces activités.

**Persistance du tutorat pour l'accès aux terres par les non autochtones.** L'accès aux terres par les communautés allochtones et allogènes est dans tous les villages conditionné par le parrainage d'un tuteur. L'arrivée massive des migrants agricoles dans la région est récente. Les populations autochtones la situent autour des années 2000. Cet afflux était dû à un besoin de main d'œuvre pour les plantations d'anacarde qui avaient commencé à se répandre dans la région. Leur arrivée serait à l'origine de l'expansion de la culture de l'anacarde et du développement de la culture du cacao vers la fin des années 2010. Ce sont principalement des allochtones Senoufo et Baoulé ainsi que des allogènes Mossi. Cet afflux massif a eu pour effet de conduire à la définition, par les communautés autochtones, des conditions d'accès, qui semblent être inspirées de celles utilisées dans les zones forestières. L'exploitant non autochtone garde le lien avec le tuteur à travers des dons de produits agricoles, des aides en travail, des contributions financières lors de funérailles, etc. La transmission du droit d'usage aux héritiers n'est pas systématique. Ce droit peut être perdu après le décès de celui à qui il a été octroyé. En effet, les conditions des droits d'usage sont perpétuellement renégociées par le tuteur et les héritiers. Pour l'exploitation artisanale du diamant, la relation de l'ouvrier minier avec son tuteur est soumise plus ou moins aux mêmes conditions de tutorat, mais avec un caractère temporaire limité à la période ou au site d'exploitation.

**Perte progressive du contrôle des tuteurs sur les terres avec une augmentation des non autochtones permanents.** Les allochtones et allogènes disposent, de plus en plus, des campements et champs quelquefois plus grands que ceux de leurs hôtes. Cette situation, fait naître chez les tuteurs un sentiment de perte de contrôle sur ces communautés. A Wougué, Sangana et à un moindre niveau à Niongonon, pour ne citer que ces villages, les communautés autochtones affirment ne plus avoir d'emprise sur les communautés allogènes auxquelles elles ont accordé un droit d'usage de la terre pour l'agriculture ou pour l'élevage. Celles-ci ont réussi à échapper ou du moins à réduire le contrôle de leurs « tuteurs » en s'installant hors de ces villages pour certains et pour d'autres à se dérober des conditions fixées par leurs tuteurs. Leur pouvoir économique, en pleine croissance, renforce cette tendance à se soustraire du contrôle des tuteurs voire à inverser les rapports de force.

## **Inclusion indirecte des femmes et des non autochtones dans les décisions liées à l'utilisation des terres.**

Les femmes, tout comme les allochtones et allogènes ne participent pas officiellement aux discussions et aux prises de décisions sur les questions en rapport avec la terre ; de même que les autochtones qui ne sont pas propriétaires de terres. Les femmes ont accès aux terres pour les cultures principalement par l'intermédiaire de leurs maris, ou de leurs parents. Toutefois, on observe de plus en plus de femmes propriétaires de plantations d'anacarde et de cacao, les revenus qu'elles tirent de ces plantations sont destinés à leur usage personnel. Par conséquent, elles sont impliquées dans la gestion de ces plantations (recrutement de la main d'œuvre) et quelques fois contribuent aux initiatives de développement local. Selon elles, bien qu'elles gèrent ces plantations, elles évitent de trop en parler en public, surtout pour les épouses, car il est « *bon de laisser faire les maris lorsqu'on discute de ces choses devant les gens* » parce que c'est la pratique.



**Focus group avec les femmes de Massala-Assolo, Avril 2017**

Mathias NZi, Indigo, DPDDA II

**Reproduction des modes de partage des terres : le champ partagé ou le travail partagé.** Les communautés des villages d'exploitation du diamant du Worodougou reproduisent des modes de partage des terres déjà existants. Deux principaux modes de partage coexistent : le champ partagé et le travail partagé. Dans le contexte local, ces deux modes correspondent à des réalités différentes. Les communautés parlent de champ partagé quand le tuteur possède, soit une moitié, soit un tiers de la superficie totale mis à la disposition du migrant. Le travail partagé s'applique par contre à la récolte. Une fois la récolte faite, le migrant la partage avec son tuteur. C'est l'équivalent du métayage. Il paye soit avec les produits de la récolte, soit en argent. Les contours de ces modes varient d'un village à l'autre et d'une spéculation à une autre. Par exemple, pour le riz l'allochtone ou l'allogène donne un sac de riz à son tuteur à la récolte, mais ceci varie aussi par localité, avec parfois des contributions additionnelles données aux autorités. Pour l'igname, la latitude est laissée au migrant d'offrir ce qu'il veut au tuteur. Il doit par contre consacrer deux (2) jours de travail par mois au champ du tuteur. Dans certains cas, un tiers du champ revient au tuteur. La condition du champ partagé ou à défaut des jours de travail dans le champ du tuteur s'applique généralement aux cultures vivrières, dont la durée de production est moins longue. Quant à la condition du travail partagé, elle s'applique plus aux cultures de rente que sont l'anacarde et le cacao.

### **5.2.2 EVOLUTION PROGRESSIVE ET EBAUCHE DE NOUVELLES REGLES POUR LES ESPACES SPECIFIQUES A POTENTIEL ECONOMIQUE**

**L'influence de l'arrivée de nouveaux exploitants et de nouvelles cultures sur la valeur des espaces forestiers et des terres non occupées :** Du fait de l'importance du diamant dans le passé, les espaces non occupés (forêts, zones de pâturages) ont toujours eu une importance secondaire dans les villages autour de Séguéla. Le développement des nouvelles filières agricoles, qui tendent à devenir les bases de l'économie locale est très « consommateur » d'espaces, et destructeur de la biodiversité. Conscients de l'effet du diamant et des nouvelles filières agricoles (cacao, anacarde, élevage du bétail) sur l'occupation des terres des villages, les populations de plusieurs villages ont commencé à prendre

progressivement conscience des menaces qui pèsent sur leurs terres, et de leurs valeurs. A Forona, Dualla, Dona ou Oussougoula par exemple, où des parties de terres sont fortement dégradées, les populations sont plus préoccupées par le devenir des espaces non occupés ou en voie de régénération naturelle qui leur restent. Les premiers ont clairement pris conscience de la dégradation des ressources et commencent à élaborer des règles interdisant l'accès à certaines espèces d'arbres (Forona, Dona) ou la pratique de certaines activités comme la fabrication de charbon (Oussougoula). A Massala-Assolo et Niongonon, la conscience est plus portée sur les relations entre utilisateurs que sur les terres elles-mêmes, encore abondantes. Par conséquent, ces villages sont plus intéressés à la conversion future des forêts en plantations d'anacardières et/ou de cacaoyers. Les populations de ces villages pensent que les plantations se substitueront à la forêt pour ce qui est du couvert végétal tout en procurant des moyens d'existence et en contribuant au développement de la localité.

**Initiative embryonnaire de planification de l'utilisation des ressources dans les villages.** Les villages qui disposent d'espaces forestiers non utilisés tels que Massala-Assolo, Niongonon ou Wongué, ou grandement utilisés par le passé, mais avec un début de régénération naturelle telle que Oussougoula y ont vu de grandes fenêtres d'opportunités pour le développement local actuel et futur. Dans un contexte où le diamant est aléatoire et en déclin, l'avenir repose désormais sur ces espaces qui constituent une fenêtre d'opportunités futures. La dégradation de l'environnement due à l'exploitation anarchique et artisanale du diamant, la raréfaction du diamant au début des années 2000 et la reconversion de certains acteurs à l'agriculture, l'expansion des cultures de l'anacarde et du cacao (à l'ouest), la croissance des cheptels créent une pression foncière sans précédent dans la région. Ces réalités poussent les populations de plusieurs villages à prendre des initiatives en vue de réglementer l'occupation de l'espace. Cette réglementation part de la définition de zone réservée (interdiction de toute activité), l'interdiction de certaines cultures ou activités à la réduction des parcelles exploitées pour les cultures de rentes. Les villages de Niongonon, Dona, Dualla, Oussougoula et Bobi ont d'une façon ou d'une autre instauré certains mécanismes pour introduire des formes de réglementations de leurs espaces. Seul le village de Diarabana semble avoir encore une vision du futur orientée vers le diamant. Pour les populations de Diarabana, l'exploitation du diamant est prioritaire sur toutes les autres activités. En cas de découverte de cette ressource, quel que soit l'endroit et l'activité qui y est exercée, le diamant doit être exploité. Pour elles, toute planification serait donc inutile et éphémère. Certaines zones avaient déjà été dédiées à l'élevage (les zones un peu éloignées du village, peu favorables aux cultures et/ou éloignées des cultures, les zones de mines-principalement autour des zones déjà exploitées) par le passé.

## **5.3 ORGANES ET ACTEURS DE GESTION DES TERRES**

### **5.3.1 PERSISTANCE DES ORGANES TRADITIONNELS DE GESTION DES TERRES ET INFLUENCE CROISSANTE DES CADRES**

**Le rôle prépondérant des chefs de terre.** L'ensemble des villages disposent chacun d'un chef de terre. Il est souvent le chef de la famille première occupante, donc fondatrice du village. Le chef de terre prend toutes les grandes décisions en rapport avec l'affectation, l'utilisation des terres. Il a souvent recours au chef du village et sa notabilité, constitué de chefs des grandes familles. Il continue de jouer un rôle fondamental dans la connaissance des droits et veille à l'intégrité des terres du village ; avec le développement progressif des villages, très peu de chefs de terres assurent encore seuls les décisions d'accès pour les non autochtones et d'affectation pour les différentes utilisations. La mise en place des Comités Villageois de Gestion Foncière Rurale (CVGFR), par l'administration, a permis l'introduction dans ces mécanismes des jeunes (généralement le président des jeunes est le secrétaire du comité), des non autochtones et des femmes dans certains cas dans les instances de prise de décisions.

### **Le rôle des chefs de grandes familles vers une gestion individuelle du territoire des villages.**

Les grandes familles traditionnelles issues des premiers occupants ont éclaté en de multiples ménages et les terres gérées auparavant uniquement par le chef de terre sont de plus en plus sous la gestion directe des chefs de famille. On assiste ainsi à l'émergence de multitude de propriétaires terriens, qui ont la possibilité d'installer des non autochtones sur une partie des terres du village, de négocier les conditions d'installation et de percevoir les revenus issus de ces accords.



**Focus group avec la chefferie, Sangana Mai 2017**

Cette gestion plus individuelle des terres

n'empêche pas les populations, autochtones et non autochtones de continuer à s'intégrer dans un ensemble plus vaste, par exemple pour des cérémonies ou dans des circonstances qui nécessitent une contribution au nom du village. En outre, les autochtones établissent une distinction claire entre propriétaires terriens et ceux qui ont été installés. Si pour l'heure, les derniers cités semblent s'accommoder avec cette distinction qui est faite, l'évolution des rapports de force sur le plan économique pourrait générer des tensions vives. Les cas de Siana et de Koaman en sont les illustrations parfaites. Siana, qui est le village installé, est plus grand et plus développé que Koaman (propriétaire terrien). Les infrastructures de base sont toutes concentrées à Siana.

**Les cadres.** Le rôle des cadres quand bien même il est passé sous silence dans la quasi-totalité des villages s'est montré être une dynamique particulière à l'œuvre autour des questions foncières. Sans occuper les avant-postes, les cadres participent aux décisions en rapport avec la gestion de la terre. C'est le cas des villages de Bobi, Sangana, Dualla, Dona, Niongonon et Suinla, pour ne citer que ces villages où les cadres influencent fortement toutes les prises de décision sur l'occupation des terres et les usages qui pourraient en être fait. La limitation de la taille de parcelle à mettre à la disposition d'une personne, le refus de faire des compromis par rapport à certaines limites comme l'a montré le processus de délimitation, la décision d'interdire aux allochtones et allogènes de créer de nouvelles plantations d'anacarde, la mise en place de registres pour consigner les transactions foncières ou encore l'initiative des réserves foncières ont été inspirés par eux.

### **5.3.2 L'INFLUENCE DES AUTORITES ADMINISTRATIVES ET DE LA SODEMI**

**Les autorités préfectorales, rôle central dans l'administration des terres.** Les autorités sous-préfectorales ont la responsabilité de coordonner les actions de développement économique et social des villages de la Sous-préfecture, en mettant en œuvre tous les moyens propres à susciter et à encourager la participation des populations aux actions de développement et au respect des dispositions gouvernementales sur la propriété foncière et l'exploitation des terres. Dans ce cadre, les Sous-préfets négocient avec les populations autochtones l'accès au foncier pour la réalisation de projets de développement, et veillent au respect des zones délimitées pour l'exploitation du diamant. Le Sous-préfet joue ainsi un rôle central dans l'administration foncière, qui n'est cependant pas exempt d'ambiguïté dans les communautés minières. Le processus de délimitation des territoires villageois en est un bon exemple, où les autorités administratives au lieu d'être perçues comme neutres ont été considérées par certains villages comme partie prenante à des litiges, ou comme des acteurs qui ont imposé une solution qui favorisait un acteur. Toutefois, le corps préfectoral a également réussi, grâce à ses actions, à faire prendre conscience aux administrés de la nécessité de redéfinir leurs rapports à la terre, car pendant longtemps les imaginaires sociaux véhiculés ont fait de l'exploitation artisanale de

diamant le seul usage rentable de la terre. Ils se positionnent désormais comme des acteurs de développement.

**L'interprétation du rôle de la SODEMI sur la gestion des terres.** Bien qu'elle n'intervienne pas dans les processus formels de définition des utilisations des terres des villages, la SODEMI joue un rôle clé dans la planification spatiale des villages d'exploitation du diamant. En effet, elle autorise ou pas l'exploitation sur les zones faisant partie de son permis de recherche, délimite les parcelles pour l'exploitation et veille au respect des conditions des exploitations selon la législation en vigueur. Par ailleurs, les parcelles peuvent influencer la perception de propriété des retombées du sous-sol et peuvent contribuer à des nouveaux litiges. Par exemple, lors des délimitations des territoires villageois, quelques villages ont utilisé les points de limites des parcelles délimitées pour soutenir des arguments en leur faveur, et il n'était peut-être pas une coïncidence que les villages avec les conflits les plus difficiles à résoudre, notamment Bobi-Forona et Diarabana-Niongonon, avait des sites miniers importants dans les zones contestées.

## 6.0 ENVIRONNEMENT

### 6.1 CONSCIENCE DES VALEURS DE LA BIODIVERSITE ET DE L'ETAT DE DEGRADATION DES ESPACES DANS PLUSIEURS VILLAGES

#### 6.1.1 Reconnaissance des niveaux de de dégradation des espaces dans plusieurs villages

**Présence des zones les plus dégradées dans les espaces avec le plus d'histoire d'exploitation minière** dans les villages de Forona, Dualla et Bobi. Le long des rivières visitées, les végétations sont inexistantes sur une grande partie de la rivière (Figure 2) généralement du fait de l'exploitation minière. La végétation était particulièrement dégradée dans la localité de Bobi et à un degré moindre à Forona et Dualla dont la partie ouest est encore relativement boisée. Dans les villages d'Oussougoula et de Sangana, on observe quelques formations très dégradées, mais de façon générale, ces localités ont montré plus de forêt galerie que les précédentes. Les espaces sont les moins dégradés dans les villages de Niongonon et de Massala-Assolo. Les forêts galeries de ces deux localités sont les mieux conservées et floristiquement les plus diversifiées.



Fokou Gilbert, DPDDA II

Aperçu d'une formation végétale le long de la rivière Lègbô

**Les villages dont les réserves forestières sont fortement dégradées (Forona, Dualla) semblent plus préoccupés par le devenir de la forêt que ceux qui en disposent encore (Massala-Assolo, Niongonon).** Les premiers ont clairement pris conscience de la dégradation des ressources et commencent à élaborer des règles interdisant l'accès à certaines espèces d'arbres (Forona, Dona). S'appuyant sur la rhétorique selon laquelle « l'arbre c'est l'arbre », le second groupe de villages est plus intéressé à la conversion des forêts en plantations d'anacardiers et/ou de cacaoyers. Les populations de ces villages pensent que les plantations se substitueront à la forêt pour ce qui est du couvert végétal tout en procurant des moyens d'existence et en contribuant au développement de la localité. Dans un contexte où le diamant est aléatoire et en déclin, l'avenir repose désormais sur les vergers de cacaoyers et d'anacardiers qui méritent une meilleure réglementation. Et c'est tout logiquement que ces populations déclarent que ces champs constituent l'héritage qu'elles lègueront à leurs enfants.

**Unanimité des populations sur la dégradation des espaces, mais les avis divergent pour ce qui concerne les perspectives du futur.** Les activités participatives avec les villageois ont révélé que dans la plupart des cas, l'accroissement démographique est inversement proportionnel à la disponibilité des ressources. Les activités de chasse et de pêche autrefois florissantes, sont de nos jours en net déclin. Si l'intensification des activités de chasse et de pêche avec des méthodes peu respectueuses de l'environnement (filets aux petites mailles, abatage de femelles gestantes, absence de règles d'accès, etc.) est une explication de cette situation, la valeur de ces activités aux yeux des populations est importante. Le débat autour de la perception du futur laisse transparaître un manque de prévision des générations actuelles pour le futur. Soit elles estiment que Dieu pourvoira aux besoins des populations quel qu'en soit le cas, soit elles ne voient pas la nécessité de préserver des ressources pour leurs enfants qui

devront « se débrouiller ». On se retrouve là dans une configuration de gestion des ressources collectives qui, dans certains villages, prend plusieurs formes en fonction du nombre de familles propriétaires de terres et des modes d'utilisation. En effet, aucun acteur n'a intérêt à se préoccuper des dommages qu'il cause aux autres exploitants en provoquant une baisse de leurs revenus. Aucune personne n'est incitée à renoncer à des gains présents en vue de la conservation future de la ressource. Cette vision de l'utilisation des ressources communes pourrait s'avérer néfastes pour les ressources et les écosystèmes rares comme les forêts galeries.

### 6.1.2 Perception de la biodiversité par les communautés locales

**Les activités les plus importantes pour la communauté selon la classification des populations sont celles pouvant procurer des revenus financiers.** Dans cette liste, l'exploitation du diamant, la culture de l'anacarde et du cacao ainsi que l'élevage tiennent les premières places. A la différence du diamant qui est en déclin dans la majorité des villages, les autres activités à l'inverse sont en pleine expansion. Elles contribuent à transformer profondément les paysages sur de grands espaces ainsi que la composition des espèces animales et végétales qu'on y trouve. Ainsi comme le reconnaît un informateur : « le diamant est plus important que tout. Dès qu'on trouve le diamant à un endroit, on l'exploite, peu importe ce qui se trouve à cet endroit, que ce soit la forêt ou les champs. Même si c'est dans l'eau on va aller creuser. Avec l'argent du diamant on peut acheter tout ce qu'on désire » (FGD jeunes de Forona, Février 2017). Ainsi, la perception que les populations ont des ressources naturelles dépend des possibilités qu'elles ont de les transformer en biens économiques. La biodiversité en soi n'a finalement qu'une valeur secondaire. Un informateur reconnaît que : « Avant ici chez nous, on n'exploitait pas la forêt car il y avait le diamant. On ne faisait rien dans la forêt si ce n'est pas la chasse. Depuis 2005 avec l'arrivée de nos frères Baoulé, on commence à voir sa valeur. C'est grâce à eux que nous avons connu le cacao. On se disait nous-mêmes que le cacao ne peut pas réussir ici. Avec leur arrivée on s'est beaucoup intéressé à l'exploitation de la forêt pour la culture du cacao. Et là on a vu qu'elle avait beaucoup de valeur » (Entretien Massala Assolo, Mars 2017).

### 6.1.3 Les valeurs de la biodiversité pour les communautés

**Les populations de tous les villages ont dans l'ensemble reconnu que la nature leur offre de nombreuses ressources qu'elles peuvent prélever pour les besoins de consommation,** la commercialisation, l'amélioration des conditions de vie ou les productions artistiques. Dans cette région, les services d'approvisionnement concernent : (i) la faune source de protéines animales (terrestre et aquatique) ; (ii) les plantes alimentaires et médicinales ; (iii) les matériaux de construction et d'ameublement ; (iv) les matériaux d'artisanat ; (v) la production de l'énergie (charbon, bois de chauffe et, (vi) autres produits de ramassage (miel, champignon). Le gibier est constitué de grande faune (buffle, singes, cobes de Buffon, etc.) mais aussi des rongeurs (Aulacodes, écureuils, rats, rats palmistes, ...) qui sont régulièrement chassés sur les terroirs villageois ou dans les régions environnantes. La chasse constitue une activité en déclin du fait de la disparition ou de la rareté de certaines espèces animales. Les produits halieutiques sont aussi pêchés dans le lac (Bobi, Dualla) ou dans les anciens trous de production du diamant. La pêche n'est pas une activité économiquement rentable pour les populations autochtones qui la pratiquent généralement pendant la saison de pluie quand les activités diamantifères sont au ralenti. Les autres produits aquatiques tels que les grenouilles sont cités, bien que n'entrant pas dans les habitudes alimentaires des populations des villages. Cependant, l'importance d'une telle filière n'a pas été avérée. Des projets de pisciculture existent dans certains villages mais, à l'évaluation des populations, les succès sont encore mitigés (ex. Dualla).

**Utilisation des plantes sauvages pour l'alimentation et la santé dans les villages miniers,** telles que les fruits du baobab, le tamarin, le néré, les noix de palme sauvage, et autres fruits comestibles que regorgent les forêts. Même si certains fruits (baobab, tamarin, néré) font l'objet d'une exploitation

commerciale par les femmes dans les villages, ils servent surtout à la consommation des ménages. On pourrait ranger le thé de savane dans cette catégorie. Les populations dans les villages utilisent une multitude d'extraits de plantes (feuilles, branches, écorces, fruits, racines) comme médicaments. Comme reconnaissent les populations, « *toutes les plantes de la brousse peuvent soigner quelque chose* ». Il existe une multitude de recettes ancrées dans le savoir et savoir-faire local que les personnes se transmettent en fonction des besoins.

**Les réserves forestières et les savanes avoisinantes produisent de nombreuses ressources telles que le bois d'œuvre pour la commercialisation et pour la construction.** Le bois de chauffe qui est très visible aux abords des routes dans les villages tels que Oussougoula ou Massala-Assolo. De nombreuses essences sont aussi utilisées pour la production du charbon de bois destiné au commerce dans les villes. La région regorge aussi de nombreuses réserves de raphias dont les bambous sont utilisés dans la construction ou l'artisanat (fabrication des chaînes, lits, etc.). D'autres produits de cueillette tels que le miel ou les champignons ont été cités par les populations. Mais si l'appui du projet DPDDA2 a contribué à encourager la production apicole, cette activité reste artisanale et les performances à améliorer.

**Bonne connaissance de l'impact de la dégradation des de l'environnement sur le climat.** Même si la connaissance de ces services est souvent influencée par le niveau d'éducation, il apparaît que certains villageois lient clairement la pluviométrie avec la présence de la forêt. La conscience de l'importance de la forêt comme régulatrice du climat est plus accentuée dans les villages ayant perdu l'essentiel de leur couvert végétal comme Forona. Dans les villages comme Niongonon et Massala-Assolo, les populations reconnaissent le rôle que la présence de la forêt pourrait avoir sur le climat, mais se disent incapables de confirmer une pluviométrie plus abondante par rapport aux villages aux forêts dégradées.

**Grande appréciation de la valeur culturelle de la biodiversité.** Même si certaines pratiques populaires sont en désuétude du fait de la pratique de la religion musulmane, la nature reste le réceptacle d'esprits bienveillants et protecteurs du village que l'on peut localiser dans les cours d'eau, dans les forêts sacrées ou sur des rochers. Certains sites sacrés comme « Madoba » à Oussougoula (mare aux poissons silures) sont encore bien entretenus et des sacrifices y sont souvent faits. Par ailleurs, certaines espèces animales ou végétales sont considérées dans les villages comme sacrées et sont soumises à des interdictions spécifiques. La nature constitue aussi des lieux de loisirs (randonnées, baignades, etc.). Certains paysages ainsi que certaines espèces animales et végétales présentent des aspects esthétiques agréables à observer. La nature est aussi le support de l'éducation des enfants qui apprennent dès leur bas âge à connaître la faune et la flore.

## **6.2 PRATIQUES INFLUENCANT LA GESTION ENVIRONNEMENTALES ET DES RESSOURCES NATURELLES**

### **6.2.1 Pratiques locales favorables à la gestion des ressources naturelles**

**Croyances religieuses et traditionnelles sur lesquelles de nombreux peuples s'appuient pour protéger certaines ressources.** D'un côté, il y a croyance en une entité spirituelle (génies, divinités) ou physique (animal mystique) qui protégerait la ressource pour éviter sa surexploitation. La croyance en cette protection surnaturelle des ressources naturelles limiterait l'accès et l'usage des populations qui craindraient d'être punies soit par un sort ou un accident en cas de bris d'interdit. De l'autre côté, l'objectif premier des populations n'est pas de préserver la ressource, mais les règles mises en place servent indirectement à la conservation. C'est dans cette seconde catégorie que les croyances religieuses dans la région de Séguéla peuvent être rangées. De nombreux sites sacrés sont recensés dans différents villages (rivières, forêts, rochers, etc.). Les pratiques religieuses traditionnelles sont en désuétude de nos jours parce qu'elles sont contraires aux prescriptions de la religion musulmane

pratiquée par la quasi-totalité des populations autochtones de la région. Cependant, ces sites sacrés sont encore fréquentés par de nombreux ressortissants qui y viennent faire des sacrifices. Les sites sacrés tels que Madoba et Kawaba (Oussougoula) ou Komantou (Niongonon) sont quelques illustrations de l'importance de pratiques religieuses traditionnelles pour la conservation. Madoba est un point d'eau sur la rivière Kohoué où il existe une importante réserve de poissons silure fermée à la pêche parce que y vivraient des esprits bienveillants mais qui puniraient quiconque pêcherait sur cette partie de la rivière. La taille impressionnante et le nombre des poissons qui peuvent être observés en ces lieux suffisent à démontrer que ces croyances sont utiles à la conservation. La même conclusion peut être tirée à propos de Kawaba et Komantou où la forêt a été bien conservée du fait du caractère sacré du site et l'interdiction d'abatage d'arbres qui en découle. Les règles concernant les plantes alimentaires montrent aussi que dans chaque village, toutes les ressources ne sont pas en accès libre. Lors de la création de nouveaux champs ou de l'abatage d'arbres pour le bois de chauffe ou le charbon, la règle est de laisser en place les arbres comestibles. Ainsi, les espèces telles que le néré (*Parkia biglobosa*), le baobab (*Adansonia digitata*) et le tamarin (*Tamarindus indica*) et bien d'autres dont les fruits et parfois les feuilles sont consommées, sont généralement préservées. L'accès à ces ressources obéit aussi à des règles particulières. Il est par exemple interdit de prélever ces ressources sans autorisation du propriétaire si elles se trouvent dans sur une parcelle mise en valeur. Même si les terres gardent leur statut de bien communautaire, l'utilisation d'une parcelle confère à celui qui la met en valeur, un droit d'usage exclusif sur toutes les plantes alimentaires qu'elle regorge.

### 6.2.2 Pratiques locales à impact négatif sur la gestion de l'environnement

#### **L'exploitation artisanale du diamant a de nombreux impacts négatifs sur la biodiversité.**

Bien que le secteur du diamant apparaisse comme l'un des mieux organisés avec des modes d'accès et d'utilisation ainsi que de partage des revenus clairs, les pratiques sont le plus souvent peu soucieuses de l'environnement. On assiste alors à : la destruction du couvert végétal et de la faune autour des puits de diamant ; creusage des trous de grandes profondeurs qui ne sont pas refermés une fois l'activité terminée ; modification du paysage et des cours d'eau qui deviennent parfois impropres aux activités agricoles. Les rendements ne sont pas proportionnels à l'action sur la nature du fait de la non utilisation des techniques de prospection et d'exploitation améliorées (*smart mining*).

**Intensification de la culture de l'anacarde et du cacao.** Que ce soit pour la culture de l'anacarde ou du cacao, ce sont des activités consommatrices d'espaces pouvant avoir des impacts négatifs sur la biodiversité. Dans certains villages où on considère que « l'arbre c'est l'arbre », les champs d'anacardiers sont considérés comme la forêt pouvant rendre les mêmes services qu'une forêt en plus de procurer des revenus. Pour ces populations, la destruction de la forêt n'est pas perçue comme un problème car il s'agit tout juste de détruire des arbres et de les remplacer par d'autres. Les villageois justifient souvent l'intensification des pratiques agricoles par le fait que : « *on ne peut pas préserver la forêt alors que les gens en ont besoin pour planter le cacao qui est la plante phare de la Côte d'Ivoire* » (Habitant de Massala Assolo, atelier diagnostic du 29 mars 2017, Séguéla). L'anacarde et le cacao étant des activités pouvant procurer des ressources financières aux populations, leur intensification est incontrôlée et sans limites.

**Faible réglementation de certaines activités.** Certaines activités importantes ne bénéficient pas encore d'une bonne réglementation alors qu'elles sont économiquement importantes. Une des activités peu réglementées est l'exploitation forestière avec la coupe anarchique de certaines essences telles que le bois de vène pour la

commercialisation. Cette activité s'est accentuée depuis la crise socio-politique de 2002-2011, période au cours de laquelle a régné une totale anarchie dans l'exploitation forestière dans cette région sous le contrôle des Forces Nouvelles (FN)<sup>2</sup>. Que ce soit pour le bois d'œuvre, le bois de chauffe ou la fabrication du charbon, l'accès et l'utilisation des forêts ne sont pas régis par des règles pouvant permettre une utilisation durable. Les feux de brousse sont très fréquents dans certains



GILBERT FOKOU, MARS 2017

villages et sont cités comme une des pratiques à impact négatif sur la biodiversité. Quand ils ne sont pas accidentels (chasseurs, fabrication du charbon), les feux de brousse sont parfois occasionnés par les bouviers pour accélérer les repousses très prisées par le bétail. Cependant, en l'absence de pare-feu, leur action peut être néfaste sur la biodiversité (destruction de certaines espèces de plantes, destruction des vergers d'anacardiens, éloignement des animaux, etc.).

---

<sup>2</sup> Les Forces Nouvelles (FN) sont un groupe armé qui a pris le pouvoir au Nord de la Côte d'Ivoire en 2002 (entre 2002 et 2011), après qu'une tentative de coup-d'Etat se soit muée en rébellion armée. La prise de pouvoir par des hommes en armes au Nord de la Côte d'Ivoire a eu pour conséquence le retrait de l'administration sous toutes ses formes. Toute l'économie locale était alors sous le contrôle des FN. Cette période est marquée par un accès incontrôlé à de nombreuses ressources naturelles.

## 7.0 CONCLUSION : QUELQUES PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT LOCAL DES FILIERES DIAMANT ET NON DIAMANT

Le présent diagnostic a donné lieu à certaines perspectives de développement durable dans la zone diamantifère de Worodougou. Ces perspectives doivent néanmoins être développées et approfondies à travers la suite du processus de planification participative.

Parmi les conclusions les plus saillantes, on peut citer :

- Le diamant reste l'activité économique prépondérante dans la zone, même si son avenir est incertain. Le diamant influence les décisions sur les terres et la structuration des processus décisionnels. La diversification des utilisations des terres entraînée par la diminution de cette ressource est nécessaire pour un développement durable. Cependant, vu l'importance de cette ressource qui n'est pas encore épuisée, une clarification des processus d'attribution des terres est essentielle, ainsi qu'une intensification de la recherche pour pouvoir planifier tout développement futur de cette ressource.
- La clarification et le renforcement des rôles et le fonctionnement des SCOOPS sont également essentiels compte tenu de son rôle dans la gestion de la filière, mais aussi dans le développement local. L'opportunité d'aller au-delà du rôle de gestion des taxes à un rôle d'opérateur économique est à saisir, tout en gardant sa fonction de base. Ceci pourrait entraîner la nécessité de séparer ses fonctions en mettant plus d'accent sur une structure en dehors de la SCOOPS pour la gestion de ces revenus. Ceci ouvrira aussi d'autres opportunités de levée de fonds sur le plan local par d'autres activités en plus du diamant. Chaque village doit mener un processus de concertation participative pour aboutir à un modèle qui lui convient.
- Les multiples usages de la terre révèlent, dans une certaine mesure, une prise de conscience quant à la nécessité de diversifier l'activité économique qui pendant longtemps était bâtie autour de l'exploitation du diamant. Cependant, chaque village doit faire de sorte que la répartition de l'espace soit équilibrée car les cultures de rente comme l'anacarde peuvent engendrer des nouvelles vulnérabilités en cas de choc exogène sur le marché ou sur le plan socio foncier ou même sécurité alimentaire. L'intérêt manifesté pour la riziculture peut donner lieu à la mise en place d'un programme d'encadrement spécifique pour cette filière économique et un meilleur encadrement des autres filières s'avère comme des nécessités.
- La gestion foncière peut être améliorée pour réduire les risques de conflits dans l'avenir en s'inspirant de l'exemple de certaines communautés qui ont mis en place des mécanismes d'enregistrement et d'archivage des informations relatives à l'occupation des terres afin d'anticiper les conflits qui pourraient naître des interprétations futures des conditions d'accès qui lient les tuteurs à « leurs étrangers ». Par ailleurs, pour mitiger les risques liés à la récupération des terres, engager toutes les parties prenantes dans un processus de dialogue social qui leur permette d'avoir une compréhension commune des défis liés à la sécurisation des terres, d'identifier les pistes d'actions à mener et définir les moyens pour y arriver.
- Quant au volet environnemental, il faudrait bâtir sur une prise de conscience croissante sur l'importance des forêts galeries dans la santé des écosystèmes et l'importance de formaliser des règles de gestion de ces espaces vitales.

## 8.0 ANNEXES

### OUTILS DU DIAGNOSTIC PARTICIPATIF ET PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT DANS LES ZONES MINIERES DU WORODOUGOU

#### **Objectifs généraux :**

1. Comprendre la dynamique des SCOOPs et les options de renforcement nécessaires pour accroître leur rôle dans la gouvernance minière et l'utilisation des ressources minières .
2. Analyser les secteurs économiques autres que le diamant, les systèmes d'occupation spatiale et les modes de gestions des terres des villages dans la zone diamantifère de Séguéla
3. Définir les perspectives de développement local des zones minières du worodougou sur la base des filières diamant et non diamant

#### **Objectifs spécifiques:**

##### ***Filière Diamant:***

- Comprendre la dynamique des SCOOPs pour identifier les pistes spécifiques de renforcement organisationnels
- Comment lancer les travaux de formations/ sensibiliser les groupes cibles sur le PK avec les relais communautaires
- Renforcer le rôle des SCOOPs dans la gouvernance minière et l'utilisation des ressources minières

##### ***Filières non diamant:***

- Analyser les secteurs économiques autres que le diamant, les systèmes d'occupation spatiale et les modes de gestions des terres des villages dans la zone diamantifère de Séguéla
- Définir les perspectives de développement de ces filières dans une dynamique plus ou moins longue

##### ***Environnement:***

- Faire un état des lieux de la faune et de la flore ;
- Décrire le changement de couverture végétale et la dynamique de l'occupation des sols et le contexte socio-économique dans les sites ciblés ;
- Identifier des pistes d'intervention pour la préservation et/ou la restauration écologique de l'environnement des sites diamantifères.

##### ***Foncier rural:***

- Analyser les systèmes d'occupation spatiale et les modes de gestions des terres des villages dans la zone diamantifère de Séguéla
- Identifier les options potentielles de sécurisation foncière les plus appropriées aux communautés cibles

## Liste de vérification par thématique/ thématiques.

Objectifs (Checklist)	Activités
<p><b>Thème I : Filière diamant</b></p> <p><u>Diagnostic</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Perception sur les choix d'investissements des SCOOPs (équité, utilité, efficience)</li> <li>• Mécanisme de prise de décision sur l'utilisation des ressources SCOOPs (acteurs, cadre, règles)</li> <li>• Représentativité et rôles des différentes couches sociales dans la gestion de la ressource (genre, origine)</li> <li>• Affectation des terres pour l'exploitation (priorisation relative à d'autres utilisations, dédommagement, réhabilitation)</li> <li>• Organisation des panneaux (identification des tuteurs, gestion des conflits entre équipes exploitants)</li> <li>• Impacts environnementaux de l'exploitation (eau, sol, flore et faune, etc.)</li> <li>• Identification des zones semi-exploitées ou non-exploitées avec potentiel diamantifère</li> <li>• Relations entre SCOOPs et acheteurs, SODEMI, etc. (conflits sur répartition et évaluation, perception de la SODEMI)</li> </ul> <p><u>Perspectives</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Clarification des règles d'utilisation des ressources SCOOPs (type d'investissement, processus de sélection)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Matrice de l'impact des différents investissements sur différentes couches</li> <li>- Matrice de classification des utilisations des ressources <ul style="list-style-type: none"> <li>- Animation autour du film modèle SODEMI (séances pour jeunes des villages, séances par village avec femmes, séances sur chantier minier, séance avec les cadres, séance avec SCOOPs)</li> </ul> </li> <li>- Focus groups par village avec personnes ressources sur l'utilisation des fonds de développement (avec option diagramme de Venn)</li> <li>- ISS avec certains décideurs clés (sous-préfets, chefferies, cadres)</li> <li>- Animation autour du film SODEMI (surtout séances jeunes et femmes)</li> <li>- Animation autour du film SODEMI (surtout séances avec femmes et jeunes)</li> <li>- Focus groups et ISS avec responsables des SCOOPs, surtout commissaires et secrétaires</li> <li>- Matrice de classification par village représentatif des priorités et des règles d'affectation des bas-fonds</li> <li>- Cartographie participative sur quelques bas-fonds sélectionnés par multiplicité d'utilisateurs</li> <li>- Focus groups avec cartographie participative avec commissaires, policiers et arbitre ou juge, avec participation SODEMI</li> <li>- Transect des marigots actifs et épuisés</li> <li>- ISS avec personnes ressources (pêcheurs, chasseurs, etc.)</li> <li>- Etude Engineers Without Borders sur l'hydrologie</li> <li>- Matrice historique sur l'évolution de l'environnement</li> <li>- Animations dans les villages sur l'écologie (« Vivre avec son environnement »)</li> <li>- Présentation et discussion des résultats de la recherche par la SODEMI avec SCOOPs et collecteurs</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>• Amélioration des règles de gestion (transparence, contrôles, etc.)</li> <li>• Clarification rôles et responsabilités (points focaux sensibilisation, arbitres, commissaires)</li> <li>• Clarification des règles des « conditions » (nombre de parts tuteurs, types de tuteurs, 5 pourcent policiers, etc.)</li> <li>• Règles d'affectation des terres à l'exploitation du diamant (zones semi-exploitées, définition de sites épuisés, résultats recherche, règles sur parcelles dans villages voisins, propriétaires fonciers)</li> <li>• Règles d'attribution (dédommagement) et d'organisation des panneaux dans une parcelle</li> <li>• Règles sur les techniques d'extraction et de traitement (techniques améliorées, gestion environnementale, etc.)</li> <li>• Stratégies de développement des différents types de gisements (kimberlites, profondeurs, etc.)</li> <li>• Règles sur les sanctions à appliquer (arbitres, fraude par travailleur, etc.)</li> <li>• Stratégies d'autofinancement de l'exploitation par SCOOPs (équipement, fonds)</li> <li>• Réhabilitation et attribution des terres post-extraction (fonds)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Animation autour du film SODEMI</li> <li>- Atelier entre SCOOPs et acheteurs</li> <li>- Réunions par SCOOPs</li> <li>- Atelier général SCOOPs</li> <li>- Atelier général SCOOPs avec formation OPA</li> <li>- Réunions et formation par expert PK</li> <li>- Atelier acheteurs-SCOOPs</li> <li>- Réunion par SCOOPs</li> <li>- Atelier général SCOOPs</li> <li>- Atelier présentation résultats recherche SODEMI</li> <li>- Réunion par SCOOPs</li> <li>- Atelier général SCOOPs</li> <li>- Réunion par SCOOPs</li> <li>- Atelier général SCOOPs</li> <li>- Atelier général SCOOPs</li> <li>- Réunion par SCOOPs</li> <li>- Sensibilisation par points focaux et expert PK</li> <li>- Atelier sur la réhabilitation post-minier des sites épuisés (avec SODEMI)</li> <li>- Atelier général SCOOPs</li> <li>- Atelier général SCOOPs</li> <li>- Réunion par SCOOPs</li> <li>- Atelier général SCOOPs</li> <li>- Réunion par SCOOPs</li> <li>- Atelier général SCOOPs</li> <li>- Réunion par SCOOPs</li> <li>- Atelier sur la réhabilitation post-minier des sites épuisés (avec SODEMI)</li> </ul>
<p><b>Thème 2: Filières non-diamant</b></p> <p><u>Diagnostic</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'appartenance des anacardières et cacaoyers (par couches sociales et origines) et les modes d'acquisition ou accès aux terres (passé, présent, futures)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Cartographie participative avec images satellites dans quelques villages représentatifs</li> <li>• Transect dans quelques villages représentatifs</li> <li>• Classification de richesse en lien avec anacarde et cacao</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le partage des retombées de l'anacarde et du cacao (en lien avec les acteurs de développement local)</li> <li>• L'organisation, encadrement et financement de l'anacarde et du cacao – acteurs et programmes en cours et en perspective</li> <li>• Rendement et informations agronomiques (productivité, qualité des souches), écologiques (herbicides, maladies), rendement économique (risques sur le marché international, organisation)</li> <li>• Riziculture et maraîchage dans les bas-fonds : localisation (premières zones, processus de choix de zone), profil des cultivateurs (couches, origines, etc.), mode d'accès à la terre</li> <li>• Organisation, encadrement et financement des activités rizicoles et maraîchères</li> <li>• Rendement riz et maraîchage (agronomique, écologique et économique)</li> <li>• Règles de zonage (patûrage, points d'eau) et d'accès aux terres (couloirs) pour élevage</li> <li>• Relation entre propriétaire de bœufs et bouviers, profil des propriétaires et des bouviers</li> <li>• Rôle économique et social de l'élevage (épargne, investissement, assurance, héritage, contribution au développement du village)</li> <li>• Typologie des conflits élevage et mode de règlement (avec agriculteurs, avec bouviers, avec le village)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Focus group et ISS avec quelques villages représentatifs</li> <li>• Diagramme de Venn des acteurs de la filière</li> <li>• ISS avec personnes ressources (CCA, CCC, Propacom, ANADER)</li> <li>• ISS avec personnes ressources (CCA, CCA, ANADER)</li> <li>• Recherche documentaire</li> <li>• Transect</li> <li>• Focus groups avec planteurs</li> <li>• Cartographie participative bas-fonds représentatifs</li> <li>• Classification de richesse</li> <li>• Transect</li> <li>• Diagramme de Venn</li> <li>• ISS avec personnes ressources</li> <li>• ISS avec personnes et structures ressources</li> <li>• Cartographie participative</li> <li>• Transect</li> <li>• Focus group avec propriétaires et bouviers</li> <li>• Focus group avec propriétaires et bouviers</li> <li>• Classification de richesse</li> <li>• Focus groups avec comités de gestion des conflits</li> <li>• Transect</li> </ul>
---	---

<ul style="list-style-type: none"> <li>• Utilisation des espaces de savane ou zones dégradées – profil des utilisateurs</li> <li>• L’organisation et rôle économique des cultures annuelles (manioc, maïs, coton, etc.) et d’autres activités agricoles</li> <li>• Inventaire des infrastructures et équipements de base (routes, écoles, centres de santé, pompe hydraulique, etc.)</li> <li>• Identification des entraves et opportunités de commerce des biens et de services</li> </ul> <p><u>Perspectives</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Clarification des règles sur le développement ou le réaménagement des vergers (qui peut planter, consignes techniques pour nouvelles plantations)</li> <li>• Clarification du partage des retombées et les accords fonciers</li> <li>• Clarification des règles d’accès, d’aménagement et appartenance aux bas-fonds agricoles</li> <li>• Clarification des règles de zonage et de règlement de litige pour l’élevage</li> <li>• Besoins et emplacement des infrastructures et équipements de base</li> <li>• Stratégie de renforcement et de priorisation des infrastructures</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Calendrier saisonnier</li> <li>• Cartographie participative</li> <li>• ISS avec personnes ressources</li> <li>• Focus group avec commerçants</li> <li>• ISS avec commerçants</li> <li>• Atelier sur les règles d’attribution de terres</li> <li>• Dialogue social</li> <li>• Matrice sur les utilisations potentielles des espaces partagées</li> <li>• Atelier sur les infrastructures</li> </ul>
<p><b>Thème 3: Environnement</b></p> <p><u>Diagnostic</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Etat de lieux de la flore et de la faune en forêts (zones intacts, zones protégées, historique)</li> <li>• Etude hydrologique</li> <li>• Menaces et facteurs contribuant à la réduction de la biodiversité</li> <li>• Règles d’utilisation et de protection des produits forestiers</li> <li>• Les utilisations actuelles et potentielles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Diagnostic expert</li> <li>• Diagnostic Engineers Without Borders</li> <li>• Focus groups et ISS</li> <li>• Cartographie</li> <li>• Matrice des utilisateurs des produits forestiers</li> <li>• Transect</li> <li>• Cartographie participative sur les bas-fonds</li> <li>• Matrice sur les bas-fonds</li> </ul>

<p>des zones dégradées par l'activité minière</p> <p><u>Perspectives</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les stratégies de réhabilitation écologique des zones endommagées</li> <li>• Clarification des règles d'accès et utilisation des bas-fonds</li> <li>• Clarification et renforcement des règles d'accès et utilisation des forêts galeries et forêt normale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Atelier sur les bas-fonds</li> <li>• Atelier sur l'avenir des forêts</li> <li>• Atelier sur la réhabilitation et l'utilisation des zones dégradées</li> </ul>
<p><b>Thème 4: Foncier rural</b></p> <p><u>Diagnostic</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Types et répartition des « petits papiers » (accords d'utilisation des terres)</li> </ul> <p><u>Perspectives</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Orientations sur les choix de sécurisation du foncier rural</li> <li>• Perspectives sur le développement de schéma d'urbanisme directeur pour les chefs lieux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Transect des plantations</li> <li>• ISS aux sous-préfectures et leaders communautaires</li> <li>• Dialogue social sur les options de sécurisation foncière</li> </ul>
<p><b>Thèmes Transversal: dynamiques socio-politiques et cadre de développement local</b></p> <p><u>Diagnostic</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Identification de tous les acteurs dans les villages (mutuelles, comités, cadres, etc.)</li> <li>• La nature de l'interaction entre les acteurs socio-politiques et le village par rapport au développement</li> <li>• L'identification des actions et projets en cours ou en perspective en lien avec le développement local</li> <li>• Préoccupations et problématiques dans les interactions entre différentes couches sociales ou communautés (jeunesse, cadres, allogène, etc.)</li> </ul> <p><u>Perspectives</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Clarification de l'ancrage institutionnel local des actions de développement (quel comité, coordination entre</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Diagramme de Venn</li> <li>• ISS avec personnes ressources (sous-préfets, cadres, etc.)</li> <li>• ISS avec personnes ressources (cadres, sous-préfets, etc.)</li> <li>• ISS avec personnes ressources (cadres, sous-préfets, etc.)</li> <li>• Dialogue social</li> </ul>

comités, etc.)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Atelier de discussion sur le cadre institutionnel</li> <li>• Dialogue social par village</li> </ul>
----------------	--

## **Produits**

- Document de diagnostic avec des perspectives de développement durable
- Plan d'action pour le renforcement des SCOOPs et vision par SCOOPs
- Cartes avec zonages provisoires
- Film documentaire sur les leçons apprises de la délimitation et la discussion sur la sécurisation foncière
- Film documentaire sur le processus de planification sur l'affectation des terres
- Capsule sur la valeur des services écosystémiques des forêts

**U.S. Agency for International Development**

1300 Pennsylvania Avenue, NW

Washington, DC 20523

Tel: (202) 712-0000

Fax: (202) 216-3524

[www.usaid.gov](http://www.usaid.gov)